

# Clause nonobstant: Bourassa aura-t-il vraiment le choix?



LOUIS FALARDEAU

Lors de son dernier congrès, Alliance-Québec a annoncé qu'elle lancerait en septembre une campagne d'opinion pour convaincre le gouvernement Bourassa de ne pas recourir à la clause « nonobstant » si la Cour suprême invalidait les articles de la loi 101 qui exigent l'usage exclusif du français dans l'affichage et les raisons sociales.

On sait que le plus haut tribunal au pays doit décider, probablement à l'automne, de la validité des articles 58 et 69 de la loi 101 qui édictent que l'affichage public et la publicité commerciale se font uniquement en français et que seule une raison sociale en français peut être utilisée au Québec.

La Cour d'appel du Québec a déjà décidé, en décembre 1986, que ces deux articles étaient inopérants, parce que contraires à la liberté d'expression garantie par les chartes canadienne et québécoise des droits, dans la mesure où ils exigeaient l'usage exclusif du français. Le gouvernement Bourassa a porté ce jugement en appel.

## Deux clauses «nonobstant»

Il aurait pu procéder autrement et décider, s'il voulait conserver intacts les deux articles contestés de la loi 101, d'ajouter à cette loi deux clauses « nonobstant » (voir autre texte ci-dessous) disant que ces dispositions s'appliquaient indépendamment de l'article 3 de la charte québécoise et de l'article 2 b) de la charte canadienne.

Car il ressort clairement du jugement de la Cour d'appel que le législateur québécois peut mettre ces parties de la loi 101 à l'abri de toute contestation judiciaire pour peu qu'il utilise bien les clauses

nonobstant contenues dans les deux chartes. Dans le cas qui nous intéresse, la cour a constaté que la loi 101 ne contenait pas de clause nonobstant pour échapper à la charte québécoise et que celle utilisée contre la charte canadienne était mal rédigée.

Alliance-Québec craint justement que, s'il subit la défaite en Cour suprême, le gouvernement Bourassa veuille annuler l'effet de ce jugement et rétablir, en totalité ou en partie, la situation antérieure en adoptant une loi qui protégerait la loi 101 par l'ajout de clauses nonobstant.

## Crainte justifiée

Pour comprendre dans quelle mesure cette crainte est justifiée, il faut analyser les conséquences d'un jugement défavorable à la loi 101 à la lumière de ce qu'on connaît de la politique du gouvernement Bourassa sur la langue de l'affichage et des raisons sociales.

Si les articles 58 et 69 étaient déclarés inopérants, la langue de l'affichage public, de la publicité commerciale et des raisons sociales ne serait plus régie par la loi. On reviendrait au régime du libre choix qui existait jusqu'à l'adoption de la loi 22, sous le premier gouvernement Bourassa, en 1974. Les commerçants, par exemple, pourraient afficher uniquement en anglais.

Il est évident que le gouvernement Bourassa ne pourrait pas tolérer une telle situation. Si le Parti libéral a promis, en 1985, d'amender la loi 101 pour permettre l'usage de l'anglais dans l'affichage, il n'est certes pas question qu'il mette cette langue, ou toute autre, sur le même pied que le français.

## Il faudra légiférer

Il lui faudra donc nécessairement légiférer. La question est alors de savoir jusqu'où il peut aller sans avoir à utiliser les clauses nonobstant, c'est-à-dire sans aller à l'encontre de la liberté d'expression, telle qu'elle est garantie par les chartes.

Le jugement de la Cour d'appel



Le 5 novembre 1981. Le premier ministre René Lévesque a la parole. Un point de son intervention fait réagir le premier ministre

Trudeau. Entre les deux, le ministre des Finances, Allan MacEwen, semble absorbé par la traduction simultanée.

contient certaines indications utiles à cet égard. Le juge Claude Bisson y écrit en effet que l'article 58 est « inopérant dans la mesure où il prescrit que l'affichage public et la publicité commerciale se font uniquement dans la langue française ».

Il découle de cette phrase, qui est celle par laquelle la cour rend sa décision, qu'une loi qui rendrait l'usage du français obligatoire sans pour autant exclure

l'usage d'une autre langue, n'aurait pas été jugée contraire à la liberté d'expression.

## Un conseil aux hommes politiques

Le juge Bisson va d'ailleurs plus loin quand il se permet ce commentaire qui ressemble à un conseil donné aux hommes politiques: « Qu'il soit non seulement souhaitable mais également légi-

time que dans les mêmes domaines l'usage du français soit prescrit de façon prédominante, pour ma part, j'en conviens. »

Le savant juge indique donc que, d'après lui, une loi qui accorderait la priorité au français, qui dirait par exemple que sur une affiche le texte français doit être plus haut ou en plus gros caractère que le texte anglais, serait valide.

Mais si on en croit ses déclarations des dernières années, le gouvernement Bourassa souhaite aller beaucoup plus loin. Car si cette solution garantit la prédominance du français, elle permet quand même le bilinguisme intégral, ce qui cadre mal, notamment, avec la sauvegarde du visage français de Montréal, à laquelle les libéraux disent tenir autant que les péquistes.

## Suggestion de René Lévesque

M. Bourassa lui-même a dit trouver très intéressante une suggestion de René Lévesque voulant que l'unilinguisme français soit maintenu pour le centre-ville de Montréal. Une autre idée avancée dans son entourage voudrait qu'on accorde le droit d'utiliser une autre langue que le français aux petits commerces, employant par exemple quatre ou cinq personnes. Ou encore qu'il y ait des zones bilingues et des zones unilingues.

Comme on le voit, toutes ces solutions prescriraient qu'au moins une partie de l'affichage se ferait uniquement en français, ce qui, si on se fie au jugement de la Cour d'appel, irait à l'encontre de la liberté d'expression.

## Limites raisonnables

Il se pourrait toutefois que les tribunaux jugent que ces restrictions sont raisonnables et justifia-

bles. La charte canadienne permet en effet qu'une loi aille à l'encontre des droits fondamentaux si elle le fait « dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique ». La charte québécoise contient une disposition qui a une portée semblable.

Le jugement de la Cour suprême pourrait lui aussi contenir des indications utiles à cet égard. Pour ne pas avoir à reprendre tout le dossier dans les mois qui suivent, les juges voudront peut-être indiquer des balises au législateur.

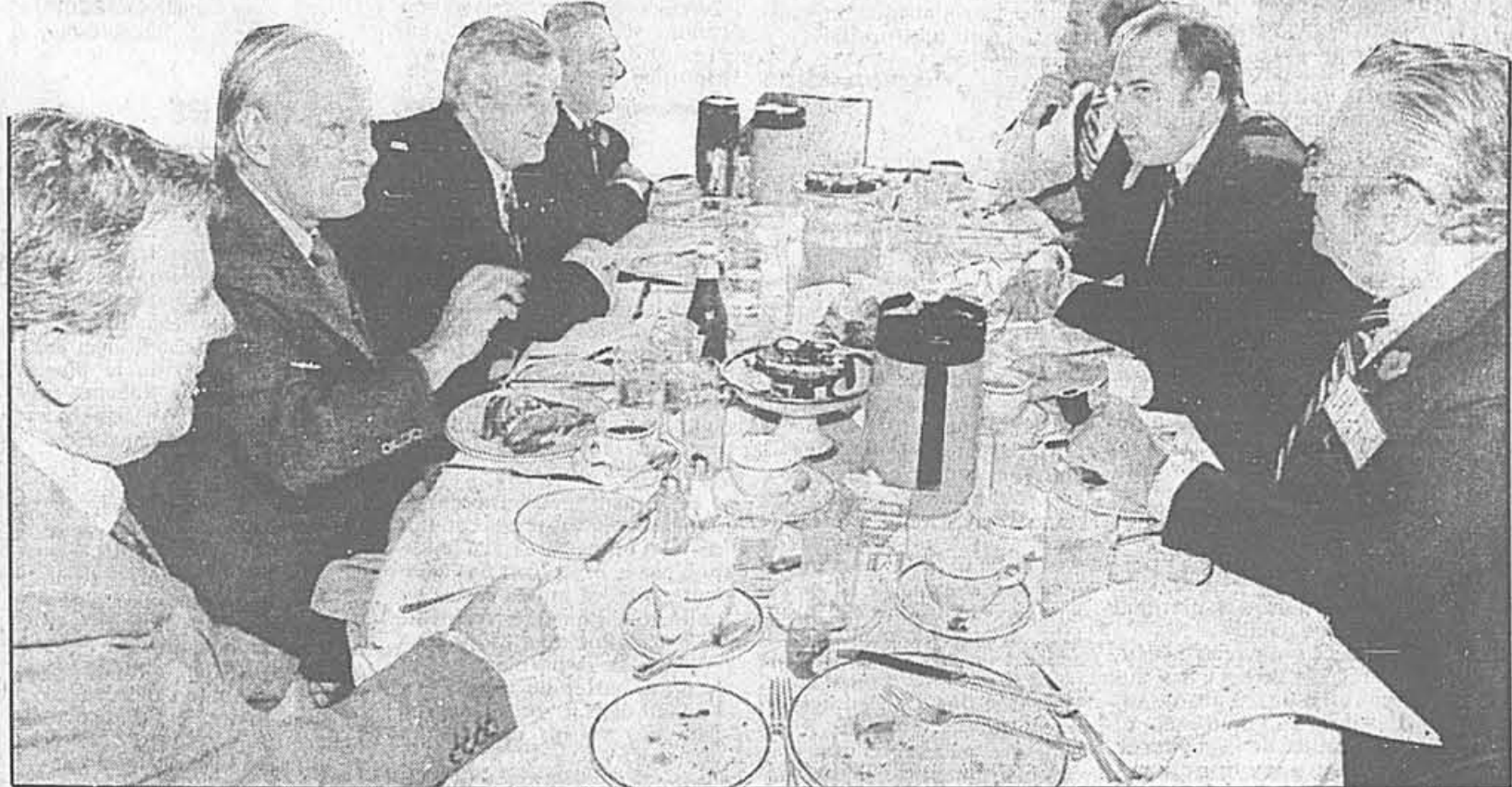
Quoi qu'il en soit, on peut penser qu'advenant une défaite du gouvernement en Cour suprême, le Conseil des ministres serait le lieu d'un vif débat non seulement sur la langue d'affichage, mais également sur le principe de la clause nonobstant.

Certains, notamment les anglophones, feront valoir qu'aucune cause ne peut justifier une entorse à la liberté d'expression.

## Débat embêtant

D'autres rétorqueront qu'il faut à tout prix que la solution choisie mette fin à un débat embêtant pour le gouvernement et qu'il convient donc d'appliquer les clauses nonobstant pour s'assurer que la nouvelle loi ne puisse être contestée avec succès. D'autant plus que d'autres dispositions de la loi 101 pourraient être attaquées si la Cour suprême donnait raison à ceux qui la contestent présentement.

M. Bourassa a déjà dit qu'il n'hésiterait pas à recourir à la clause nonobstant si c'était nécessaire. A moins qu'il veuille modifier en profondeur le régime établi par le PQ, il pourrait bien ne pas avoir le choix.



Le 4 novembre 1981, sept des huit premiers ministres dissidents ont pris le petit déjeuner ensemble avant le début de la conférence. Il s'agit, de gauche à droite, des premiers ministres Lyon (Manitoba), Lévesque (Québec), Lougheed (Alberta), Blakeney (Saskat-

chewan), Bennett (Colombie britannique), Peckford (Terre-Neuve) et MacLean (Île-du-Prince-Édouard). Le premier ministre Buchanan, de la Nouvelle-Écosse, était absent lorsque la photo a été prise.

# Un compromis arraché à Trudeau

La clause nonobstant est le fruit d'un compromis entre Pierre Elliott Trudeau et les premiers ministres des sept provinces anglaises qui s'opposaient au rapatriement de la constitution.

3 novembre 81. Les onze premiers ministres du Canada sont réunis à Ottawa pour la conférence constitutionnelle de la dernière chance. S'il n'y a pas accord, a menacé Pierre Trudeau, Ottawa procédera unilatéralement au rapatriement.

Mais quand s'ouvre la conférence, il n'a l'appui que de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. C'est mince pour convaincre Londres de procéder au rapatriement, surtout qu'il veut profiter de l'occasion pour enrichir la constitution canadienne d'une charte des droits.

Il sait toutefois que le front commun des huit provinces opposantes est fragile.

S'il n'y a rien à faire avec le Québec péquiste, qui s'oppose par principe, les autres provinces, qui ont l'impression de vivre une relation contre nature avec René Lévesque, sont toutes « achatables » s'il est prêt à y mettre le prix par des concessions.

Une des raisons de l'opposition farouche de ces provinces est justement cette charte des droits à laquelle tient tant le premier ministre fédéral. Elles ne veulent pas d'un « gouvernement des juges » qui pourraient désormais, à la lumière de quelques grands principes, annuler ou modifier leurs lois.

Un compromis sur la charte fera donc partie des concessions que consentira Ottawa dans la nuit du 4 au 5 novembre, en cachette du Québec. La charte des droits sera bel et bien ajoutée à la constitution canadienne, mais les provinces

(comme le fédéral d'ailleurs) pourront décider que leurs lois s'appliquent malgré les articles de la charte qui portent sur les libertés fondamentales, les garanties juridiques ou les droits à l'égalité.

« Le Parlement ou la législature d'une province, dit l'article 33 de la Loi constitutionnelle de 1982, peut adopter une loi où il est expressément déclaré que celle-ci ou une de ses dispositions a effet indépendamment d'une disposition donnée de l'article 2 ou des articles 7 à 15 de la présente charte. »

L'article 33 précise que cette loi cesse d'avoir effet au plus tard cinq ans après son entrée en vigueur mais qu'elle peut être adoptée de nouveau.

C'est cette disposition qu'on appelle clause nonobstant même si le législateur a préféré employer le mot *indépendam-*

*ment*. En anglais, c'est toutefois le mot *notwithstanding* qui a été retenu.

Dès que le rapatriement eut été consommé, le gouvernement Lévesque a manifesté sa colère et son intention de conserver le plus intact possible le pouvoir de légiférer du Québec en appliquant systématiquement la clause nonobstant à toutes les lois de la province. Une loi générale venait décréter que toutes les lois déjà adoptées s'appliquaient nonobstant la charte, alors que toutes les lois adoptées par la suite contenaient un article en ce sens.

Les libéraux dénoncèrent vivement cette façon de procéder et y mirent fin dès leur prise du pouvoir en décembre 85. Depuis, ils n'ont utilisé la clause nonobstant qu'à cinq ou six reprises.

Mais entre-temps, la façon de faire du

PQ avait été contestée devant les tribunaux par l'Alliance des professeurs de Montréal. En Cour supérieure, le juge Jules Deschênes devait la déclarer valide, mais ce jugement a été renversé par la Cour d'appel du Québec en 1985.

Cette décision a été portée en appel devant la Cour suprême et le Procureur général du Québec, mais la cause n'a toujours pas été entendue. L'affaire sera donc réglée dans les jugements sur la loi 101, car le plus haut tribunal du pays ne pourra pas se prononcer sur cette question sans décider si la clause nonobstant qui protège l'article 58 portant sur l'affichage est valide.

La charte québécoise des droits contient également une clause nonobstant qui permet au gouvernement de dire que ses lois ou parties de ses lois s'appliquent malgré les dispositions de la charte.

## Fernand Séguin, un monument

Pierre Castonguay, qui a été pendant dix ans réalisateur de l'émission « Sel de la semaine », dont Fernand Séguin a été l'animateur, livre ses souvenirs à notre journaliste Pierre Gravel.



## Le cirque des conventions

Les grandes conventions américaines, spectaculaires et ruineuses, vont se dérouler en juillet et en août à Atlanta et à la Nouvelle-Orléans, pour mettre sur orbite les deux finalistes dans la course à la Maison-Blanche.



## Au pays des «hommes Intégrés»

Le Burkina Faso, avec ses huit millions d'habitants, est le plus densément peuplé des régions sahéliennes. Dans ce monde sans écriture, où une partie de la mémoire collective s'éteint chaque fois que meurt un vieillard, il est difficile de faire avancer les choses.

Paul Desmarais  
président du conseil  
d'administration

Roger D. Landry  
président et éditeur

Claude Masson  
éditeur adjoint

Marcel Desjardins directeur de l'information  
Jean-Guy Dubuc editorialiste en chef

## Éditorial

### Rien à l'horizon

Un remaniement ministériel qui affecte dix personnes est-il important? Oui, si les nominations signifient de nouvelles orientations politiques; non, si les personnes changent de siège autour d'une table offrant un même menu. C'est le cas du dernier remaniement du premier ministre Robert Bourassa.

On parlera longtemps, évidemment, des pas en avant et des pas en arrière que font les ministres: à chaque changement de poste d'une personne, les curieux aiment bien apprécier le mouvement en termes de promotion ou de démotion. Ordinairement, le jugement illustre davantage les préoccupations de celui qui juge que la situation de celui qui est jugé.

On pourra considérer, par exemple, que M. Paul Gobeil monte d'un cran et que M. André Bourbeau baisse d'un autre; que M. Pierre MacDonald est particulièrement choyé et que M. Herbert Marx est presque mis de côté. Bien sûr, on peut y voir les appréciations subjectives du premier ministre; ajoutons aussi la préoccupation de renouveler les énergies de personnes au sein de responsabilités nouvelles. Car finalement, les différences ne sont pas immenses; il ne faut pas s'attendre à des surprises dans les politiques du gouvernement libéral l'an prochain. De toute façon, on le sait, c'est le premier ministre qui choisit le cap; les marins obéissent aux ordres.

Si M. Bourassa avait voulu signifier des virages importants, il aurait fait d'autres changements. Comme retirer du cabinet certains ministres que bien peu de gens apprécient et y appeler certains autres qui attendent leur tour depuis longtemps et qui comprennent de moins en moins la longueur de leur purgatoire. On pouvait même s'attendre qu'il remplisse la promesse qu'il faisait il y a à peine quelques jours en offrant un ministère au nouveau député de Roberval. Les électeurs qui n'auraient voté pour le candidat Blackburn que dans l'espoir d'avoir un ministre chez eux vont être déçus. Une autre promesse d'élection...

Mais les entraîneurs sportifs savent qu'on ne brise pas une équipe gagnante. Or, les dernières élections, qui ont ajouté un centième et un cent-unième député à l'équipe libérale, confirment le premier ministre dans la conviction que son équipe répond aux besoins actuels. C'est peut-être vrai; mais le jeu est dangereux.

Dangereux pour M. Bourassa qui doit pourtant se souvenir que son parti n'a jamais perdu une élection partielle au profit du Parti québécois; mais aussi qu'il est passé d'une majorité écrasante, avec 106 députés, pour ensuite perdre honteusement devant la même équipe péquiste qu'il croyait avoir dominée. M. Bourassa lui-même avait alors perdu son siège. Ce qui devrait faire réfléchir ceux qui dorment sur leurs lauriers. C'est leur problème.

Dangereux pour les Québécois, surtout, qui s'attendent à recevoir un leadership d'un gouvernement qui ne les sert pas s'il n'engendre pas de nouveaux leaders. Or, il semble que personne d'autre que les ministres actuels, au Parti libéral, ne mérite de prendre des responsabilités nouvelles. Au point que le premier ministre se sente encore obligé de confier deux portefeuilles importants à une seule personne. Inquietant. Le Parti libéral paraît plus pauvre qu'on l'aurait cru; ou plus obstiné qu'on ne le pensait à ne pas s'ouvrir à de nouveaux horizons. Dommage.

Jean-Guy DUBUC

### Maggie, go home!

Beau tollé à Ottawa. Les partis d'opposition reprochent au premier ministre de Grande-Bretagne, Mme Thatcher, invitée à prendre la parole à Ottawa devant députés et sénateurs, de n'avoir pas su tenir sa langue et d'avoir inconsidérément apporté sa caution au projet d'accord de libre-échange. Ce qui est perçu comme un écart de langage de la part d'une personnalité politique étrangère est dénoncé par MM. Turner et Broadbent comme une insupportable ingérence. Dans le comportement de Mme Thatcher, M. Turner voit même un relent de «colonialisme».

Si les libéraux et le NPD s'en prennent à la visiteuse, c'est M. Mulroney qui est visé. Il est évident que le chef conservateur canadien, pendant toute cette semaine politique très chargée, a tout fait pour vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué et pour obtenir de ses partenaires au sein du club des Sept, réunis pour leur sommet à Toronto, une approbation pour un traité qui n'a même pas reçu l'assentiment des élus canadiens. De ce point de vue, la réaction véhémente de Turner, Broadbent et compagnie se comprend aisément.

Déjà, les délégations étrangères présentes à Toronto avaient éprouvé un certain agacement devant l'insistance du gouvernement hôte à les amener à se prononcer sur un sujet qui n'était même pas au programme de la rencontre, voire à clamer un accord sans faille au projet canado-américain de libre-échange. Les délégations française, allemande et japonaise n'ont pas caché leur répugnance à débattre d'un dossier qui ne les concerne qu'indirectement. En sorte qu'en parlant comme elle l'a fait mercredi à Ottawa Thatcher ne s'exprimait qu'au nom de son pays, sans mandat de la Communauté européenne à laquelle appartient la Grande-Bretagne.

Si la Dame de fer s'était prononcée contre le traité de libre-échange, les mêmes qui clament aujourd'hui leur indignation auraient applaudi à tout rompre. Ce qui a dû choquer particulièrement l'opposition, c'est le ton polémique de la visiteuse, qui ne se gêne pas pour enlever un argument aux Turner et Broadbent, en refusant de s'inquiéter pour l'avenir de la «souveraineté» du Canada. C'est comme si elle avait dit: ne craignez pas de vous jeter à l'eau, chers petits. Maman l'a fait avant vous (dans le bassin du Marché commun) et ne le regrette pas. Accessoirement, le chef du gouvernement britannique a pu vouloir faire plaisir au chef du gouvernement canadien, à qui sont proposés des sous-marins anglais à un prix supérieur à celui que demandent les Français. Les petits cadeaux font les bons amis.

Brian, Ron et Maggie forment une trinité dont on ne dira pas qu'elle est sainte mais certainement qu'elle est solidaire. Douze heures avant le discours de Mme Thatcher à Ottawa, le président Reagan avait, à Toronto, adressé un message identique aux Canadiens. Surtout, chers amis canadiens, n'allez pas vous faire du souci pour l'avenir de votre culture. C'est Ronald Reagan qui vous le dit.

Qu'est-ce que l'ingérence dans les affaires d'autrui? C'est le péché commis par l'étranger qui se permet d'émettre dans votre demeure une opinion contraire à la vôtre. L'ancien président Carter était intervenu dans le débat entre fédéralistes et indépendantistes au Québec. Ni le chef libéral ni le chef du NPD n'eurent l'indignation particulièrement spontanée et véhémente à l'époque. Ils n'élevèrent aucune protestation.

Guy CORNIER



(Droits réservés)

## TRIBUNE LIBRE

### Stopper l'immigration

Les trois signataires de la lettre «Priorité à l'immigration» dans la Tribune libre du 13 juin semblent ignorer un fait sociologique bien étudié ailleurs et que nous commençons à découvrir ici: selon des spécialistes européens, lorsqu'il y a plus de 7 p. cent de personnes étrangères dans un pays, la situation sociale tend à devenir explosive. On le voit bien en France où les immigrés constituent 8 p. cent de la population. Or au Québec, actuellement, on estime qu'il y a entre 8 p. cent et 9 p. cent de personnes d'origine étrangère, et à Montréal, c'est 35 p. cent.

Il me paraît donc clair que l'immigration a atteint chez nous le point de saturation.

La grande erreur consiste à penser qu'on peut remédier au problème du taux de natalité par l'accroissement du taux d'immigration. Cette erreur, d'autres pays l'ont comprise, parfois un peu tard. La France, par exemple, n'accepte plus d'immigrants depuis 1974. Pourtant, ce pays a besoin de population puisqu'il pratique une politique nataliste.

Au Québec, on répète régulièrement les erreurs des autres, avec 10 ou 20 ans de retard. Ainsi, M. Bourassa, au lieu de profiter de l'expérience des autres pays dont nous voyons les problèmes, a décidé de doubler le taux d'immigration sans tenir compte des

avertissements qui pleuvent de tous côtés.

Jean Daniel relate dans un article du *Nouvel Observateur* (no du 29 avril, p. 23) que l'ethnologue Claude Lévi-Strauss avait prédit très précisément, il y a une dizaine d'années, ce qui éclate aujourd'hui en France. Les mêmes lois sociologiques s'appliqueront chez nous aussi si nous ne manifestons pas plus de prévision sociale. La rhétorique humanitaire et interculturelle n'y changera rien.

Jean-Pierre FORTIN  
Montréal

### «Festival du tapage»

Le Festival de jazz de Montréal est de nouveau à nos portes. Je ne m'étendrai pas sur les mérites de cette institution ni sur ceux du jazz en général, une des rares créations culturelles vraiment américaines.

Je veux plutôt déplorer la pollution sonore qui accompagne maintenant ces manifestations. Je refuse de croire que parmi tous les organisateurs du festival il ne se trouve aucun musicien capable de se rappeler que la musique est, avant tout, affaire de nuances. Un concert de jazz se doit de ne pas imiter une discothèque. Pour les fins de l'enregistrement de ces concerts, il est peut-être nécessaire que chaque instrumentiste ait son microphone et que le percussionniste en ait quatre: les ingénieurs du son feront le res-

### N.B.

La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: Tribune libre, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

rend au festival du folklore de Drummondville, à la Ronde qu'

aux glissades d'eau. Les autorités municipales et provinciales ont pourtant adopté des lois contre la pollution par le bruit. Pourquoi ne donnent-elles pas l'exemple en les respectant et en les faisant respecter?

La voix qui crie dans le désert.

Camille CHARRON  
Sherbrooke

### Science et conscience

Ayant appris avec stupeur et très grande tristesse le décès de monsieur Fernand Seguin, qu'il nous soit permis de lui rendre hommage en l'associant à la très courte liste de nos contemporains qui se sont inspirés de cette maxime, de la plus haute sagesse, que Rabelais a empruntée à l'Antiquité: «Science sans conscience n'est que ruine de l'âme.»

Bien que nous n'ayons pas toujours été d'accord avec lui, quant à l'aspect matérialiste de certaines de ses opinions scientifiques, nous ne pouvons que témoigner notre appréciation pour son oeuvre immense et honorer la mémoire de celui qui fut un être de profonde humanité, un homme de coeur et de générosité, et, peut-être malgré lui, un illustre témoin et un grand sage de notre époque.

Paul JETTÉ  
Montréal

## Lecture

### Parizeau et René Lévesque démystifiés

PIERRE VENNAT

Où va l'indépendantisme, maintenant que René Lévesque est mort, que Pierre Marc Johnson a été limogé de son poste de chef du Parti québécois et que Jacques Parizeau promet de raviver le flambeau? Jacques Parizeau lui-même ne serait-il qu'un autre étapiste, un de ceux qui, selon les indépendantistes orthodoxes «purs et durs», seraient, en grande partie, responsables de l'échec référendaire de mai 1980?

C'est en quelque sorte à ces questions que tente de répondre l'ancien ministre péquiste Louis O'Neill, lequel, bien que respectueux, n'est guère tendre pour la mémoire de René Lévesque, et encore moins pour son ancienne formation politique, surtout pour ses membres étapistes.

Compte tenu du statut privilégié d'observateur de première ligne de l'ancien ministre et

de son prestige personnel, la thèse de M. O'Neill mérite d'être lue. Et elle arrive comme un pavé dans la mare de M. Parizeau.

Si l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales, M. Claude Morin, est souvent dénoncé par les indépendantistes inconditionnels comme responsable de l'étalement, M. O'Neill, lui, égratigne également M. Parizeau.

Il écrit même: «Au cours de l'été qui suit la défaite référendaire, une déclaration de Jacques Parizeau vient déranger la faune péquiste. En bref, la position du ministre des Finances se résume ainsi: il faut savoir porter le deuil référendaire; donc on se recycle dans le fédéralisme. Ainsi prend forme la légitimation du fédéralisme circonstanciel.»

Autrement dit, selon M. O'Neill, M. Parizeau serait le père de la formule du «beau risque». L'accusation est grave.

M. O'Neill n'est pas le der-

nier venu. À la toute fin du régime duplessiste, alors qu'il était encore prêtre, il avait atteint la notoriété, en compagnie de son associé du temps, l'abbé Gérard Dion. Tous deux à la tête du bulletin *Ad Usum Sacerdotum*, puis de *Perspectives sociales*, ont combattu pour la moralité politique. Leurs plaidoyers étaient alors largement repris dans *Le Devoir*, pour finalement aboutir à la publication d'un bouquin, *Le Chrétien et les élections*, qui, il y a un quart de siècle, a connu un grand retentissement.

C'est pourquoi les remarques sur René Lévesque sont également dévastatrices. Selon M. O'Neill, «le Prince», comme il l'appelle souvent dans son livre, est lui-même responsable d'avoir entretenu la politique de «peur» à la base de l'étalement.

M. O'Neill, tout en reconnaissant que René Lévesque était profondément identifié au peuple québécois qu'il ai-

maît et respectait, considère que son ancien chef constitue une énigme.

«Éminente personnalité québécoise et leader charismatique, René Lévesque demeurera sans doute aussi difficile à cerner avec précision que la pensée étapiste elle-même. De ce personnage on ne saura peut-être jamais avec certitude quand il fut indépendantiste et quand il cessa de l'être; s'il fut plutôt un fédéraliste fatigué ou non fédéraliste réformiste, ou tantôt l'autre en fonction des événements et des états d'âme.»

Sans grande audience politique, aujourd'hui, M. O'Neill, quant à lui, croit toujours en l'indépendantisme. Mais, ajoute-t-il, «il est de bonne sagesse de penser à la fois à la question nationale et à certains autres problèmes», comme le pacifisme et l'écologie par exemple.

Le prochain rendez-vous, Louis O'Neill, Editions La Liberté, 187 pages.

# La victoire de Lucien Bouchard est un souffle de vie pour les conservateurs



**GILLES GAUTHIER**  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Un seul homme a été plus soulagé que Lucien Bouchard lundi soir dernier lors du décompte des bulletins de vote dans la circonscription de Lac Saint-Jean, c'est Brian Mulroney.

Le chef conservateur ne l'avouera sans doute jamais, mais enfoui au fond de lui, un certain malaise, d'autres diraient un doute, subsistait malgré tout jusqu'à la fin.

Comment faire autrement quand l'enjeu est si lourd de conséquence? Comment oublier que si souvent des événements imprévus ont démolis ses plus astucieux plans de relance du parti au Québec?

L'inquiétude était telle que le premier ministre est venu lui-même passer quatre jours à faire campagne en plus d'y dépêcher une escouade d'organiseurs du siège montréalais du parti. Le ministre le plus populaire au Québec, Benoît Bouchard, a ratissé le comté pendant trois semaines, distribuant, avec ses collègues, une pluie de subventions.

### Le problème

Frappé par des scandales à répétition au sein du cabinet, le gouvernement de Brian Mulroney ne parvient plus à retrouver la confiance des électeurs. Depuis deux ans il se maintient en deuxième place, quand ce n'est pas en troisième place, dans les intentions de vote des Québécois.

Pour sortir de cette ornière, Brian Mulroney fait appel à l'homme qui a élaboré le thème de la «réconciliation nationale», lors de la campagne victorieuse de 1984, son ami, devenu ambassadeur du Canada en France, Lucien Bouchard.

Ancien procureur de la Commission Cliche sur la violence dans l'industrie de la construction, libéral jusqu'à la Crise d'octobre 70, péquiste actif jusqu'au au lendemain du référendum de 1980, Lucien Bouchard a des amis partout.

Il est donc l'homme tout indiqué pour redorer le blason des conservateurs, reformer au Québec la coaliti-

on de voix qui a porté Brian Mulroney au pouvoir.

Après avoir mené des sondages dans différents comtés du Québec, Lucien Bouchard choisit finalement celui où est situé son village natal, Saint-Coeur-de-Marie, au Lac Saint-Jean. Puis il s'arrange pour faire démissionner le député du coin, en lui faisant miroiter une retraite dorée dans l'appareil gouvernemental.

Pour illustrer la nouvelle probité de la formation gouvernementale, Lucien Bouchard adopte ensuite le principe du financement populaire mis au point par René Lévesque. Douce satisfaction pour le député de Mégantic-Stanstead-Compton, François Gérin, qui tente depuis trois ans de convertir son chef à cette méthode.

Paré de son titre de secrétaire d'Etat, l'ex-diplomate se lance alors en campagne avec l'impression que l'affaire est dans la poche. Mais le réveil est brutal lorsque les libéraux lâchent l'ancien député Pierre Gimaël à ses trousses.

Tel un chacal affamé et ne reculant devant aucun adjectif pour dénoncer ce parachuté de Paris, M. Gimaël l'entraîne sur son terrain et parvient à ébranler sa confiance. Des sondages inquiétants font le reste.

Mais l'homme gagne à être connu. Ses multiples pèlerinages à travers le comté, renforcés par des appuis provenant de toutes les familles politiques du Québec, donnent des résultats.

Lucien Bouchard porte quelques cicatrices en sortant du combat. Deux d'entre elles le gêneront particulièrement au parlement. Il est maintenant un politicien comme les autres, élu grâce à l'emploi des méthodes les plus folkloriques. Il a aussi de la difficulté à admettre son virage fédéraliste et se voit déjà reprocher son peu d'intérêt pour les autres provinces du Canada.

Mais ces difficultés sont secondaires pour son chef Brian Mulroney et son «nouvel homme fort du Québec». Sa mission, comme celle des autres ministres bien enracinés chez eux, est de trouver la formule gagnante d'ici l'automne prochain.

Pour Lucien Bouchard, cette formule passe par un regroupement des votes des nationalistes conciliants du Parti québécois et ceux des libéraux provinciaux mécontents des po-

sitions de John Turner. Il jouera donc sur toutes les cordes nécessaires.

L'opération s'est amorcée avec la répétition générale du Lac Saint-Jean et l'appel à la formation d'un consensus au dessus des partis «pour la défense des intérêts supérieurs du Québec» à Ottawa.

D'après Lucien Bouchard, l'entente du Lac Meech et l'accord sur le libre échange sont deux excellents

exemples de politiques qui protègent les intérêts du Québec.

Malheureusement pour John Turner, une partie de ses députés ne veut pas boire l'eau du lac Meech pendant que l'autre propose, comme lui, de déchirer l'accord commercial avec les États-Unis. Tout est en place, la campagne électorale peut commencer. Le nouveau souffle de vie des conservateurs du Québec permettra peut-être au gouvernement Mulroney de garder sa majorité.



La victoire de M. Bouchard aux élections de lundi a sans aucun doute apporté un grand soulagement au premier ministre Mulroney.



Le premier ministre Mulroney, tout heureux du succès de la conférence de Toronto, signe des autographes à tous ceux qui le lui demandent.

# Mulroney résiste à la tentation de gonfler l'importance du Canada



**GILLES PAQUIN**  
du bureau de La Presse  
OTTAWA

Même s'il était l'hôte du Sommet économique cette année, le premier ministre Brian Mulroney a résisté à la tentation de gonfler l'importance du rôle que le Canada peut jouer dans ces rencontres.

L'envie était sans doute très forte. Le premier ministre a la réputation de ne pas hésiter à recourir à l'exagération pour tenter d'améliorer l'image de son gouvernement.

Mais il avait eu sa leçon lors du Sommet de Bonn en 1985, le premier auquel il participait. La délégation canadienne avait alors prétendu que M. Mulroney avait arbitré une dispute entre Ronald Reagan et François Mitterrand, ce que les deux gouvernements avaient démenti.

Rares sont les chefs de gouvernement qui transcendent l'idée qu'on se fait du pays qu'ils représentent. Le Canada fait connaître Brian Mulroney, alors que c'était l'inverse avec son prédécesseur.

Ce qui ne signifie pas pour autant que M. Mulroney s'en soit tenu à To-

ronto au rôle quelque peu passif d'hôte attentif qui se contente de faire en sorte que ses invités soient à l'aise.

### Une ambition: sa réélection

La seule ambition de M. Mulroney demeure sa réélection. S'il est devenu réaliste quand il parle du rôle qu'il peut jouer sur le plan international, il revient au naturel, dans les coulisses et souvent même sur la scène, quand il tente d'influencer les électeurs canadiens.

Lui et son entourage n'hésitent pas alors à feindre l'ignorance et à utiliser les demi-vérités ou d'autres procédés pour tenter d'améliorer l'image du gouvernement.

Cette attitude est encore plus évidente lors des Sommets comme celui de Toronto, parce que les délégations convoquent la presse plusieurs fois par jour pour tenter non pas d'informer, mais de vendre une vision positive de leur participation.

Cette semaine, la mauvaise foi du porte-parole canadien — le chef de Cabinet du premier ministre, Derek Burney — devint à un moment donné si évidente et son attitude tellement arrogante que la «séance d'information» tourna à la farce.

### L'élection de M. Bouchard

À l'occasion, les stratèges peuvent

toutefois réagir rapidement quand ils constatent qu'une erreur leur fera perdre du capital politique.

Ainsi, flanqué d'un colossal garde du corps, le journaliste Pierre April de l'agence Presse Canadienne franchissait lundi soir dernier, à bord d'une limousine aux sièges de velours conduite par un militaire, les barrages érigés par la GRC et les membres de l'escouade tactique et les policiers de Toronto.

Sa mission: poser une question en français au premier ministre Brian Mulroney, qui quittait l'université de Toronto après les autres chefs de gouvernement à la suite du dîner.

Le sujet: la victoire ce soir-là de Lucien Bouchard dans le comté de Lac-Saint-Jean.

L'entourage du premier ministre avait décidé, sans en parler aux médias, que M. Mulroney ferait ses commentaires devant les caméras (et micros) installées pour filmer la sortie des leaders. Mais on constata, Oh malheur! qu'aucun journaliste francophone ne se trouvait sur place. Les forces de sécurité ne laisseraient passer personne.

M. Mulroney allait-il réagir en anglais seulement au triomphe de son ex-péquiste d'ami sur les ondes de Télémedia ou de Radio-Mutuel? L'envoi en catastrophe d'un journaliste, avec la complicité intéressée du

Bureau du premier ministre, fit sécher les sueurs froides.

Ce fut d'ailleurs la seule victoire du français au Sommet de Toronto. Mardi, la version française de la déclaration finale arriva plus d'une heure après l'anglaise.

Malgré ces incidents de parcours, M. Mulroney a obtenu ce qu'il voulait: la réunion s'est déroulée sans incident majeur, les Sept ont «accueilli avec grande satisfaction» le traité de libre-échange («ils l'ont fortement endossé», a dit le premier ministre lors de sa conférence de presse de clôture).

De plus, le communiqué final indiquerait en termes diplomatiques qu'on commencera à discuter sérieusement des subsides agricoles. Ce qui sera utile dans l'Ouest lors de la prochaine campagne électorale.

Maintenant que le Sommet, dernier des grands événements internationaux qui se sont déroulés au Canada depuis un an (Francophonie, Commonwealth, Olympiques), est chose du passé, il ne manque plus grand chose au bilan que M. Mulroney veut offrir lors de cette campagne.

Après l'annonce du programme de garderies et l'adoption de la loi sur le libre-échange, il ne restera plus qu'à attendre que M. Gallup se montre un peu plus bienveillant à l'endroit des conservateurs.



Lysiane Gagnon

# Le peuple sans nom

À l'approche de sa fête nationale, cuvée 1988, le Québec semble s'être tout entier dilué dans un étrange creuset, où les idéologies, fondées comme neige au soleil, ont fait place à la mollesse confortable des consensus artificiels.

Indépendantisme? Fédéralisme? Au Québec de Robert Bourassa et au Canada de Brian Mulroney, ces concepts ont pour ainsi dire disparu. Il ne reste, entre ces deux visions logiques et cohérentes qu'étaient le fédéralisme authentique et l'aspiration souverainiste, qu'un gros tas d'idées mal développées, de comportements illogiques et de contradictions internes.

C'est un (ancien?) souverainiste, le ministre Lucien Bouchard, qui présidera cette année, en tant que secrétaire d'Etat, à la Fête du 1er juillet. Et c'est un (ancien?) fédéraliste, le premier ministre Bourassa, qui est devenu, compte tenu de l'écrasement du Parti québécois, le champion du nationalisme québécois.

Le discours indépendantiste s'est volatilisé, comme d'ailleurs les discours proprement canadiens.

Sous l'impulsion de son nouveau chef Jacques Parizeau, le PQ s'était juré de remettre l'idéal souverainiste à l'avant-scène... Mais quand donc entendez-vous parler d'indépendance? Les candidats péquistes aux élections partielles d'Anjou et de Roberval en ont-ils seulement fait mention? L'indépendance? Plus personne n'en parle, même pas pour la dénoncer!

Même silence à l'autre pôle. Exception faite des trois percutantes sorties de Pierre Elliott Trudeau, quand donc entendez-vous parler du Canada comme pays, comme entité, comme autre chose que la juxtaposition de dix provinces?

\*\*\*

Le Québec s'est tout entier replié sur ses vieilles obsessions: la langue et la démographie, deux domaines sur lesquels presque tout le monde tombe d'accord: sauvons la langue et faisons des bébés.

Le nationalisme, qui s'était transformé sous l'impulsion du mouvement indépendantiste en pari audacieux sur l'avenir, est revenu à ses anciennes positions défensives. Le Québec ne rêve plus que de revanche des berceaux, et toutes les passions ne tournent qu'autour de la langue, plus spécifiquement sur cet élément mineur mais symboliquement chargé qu'est l'affichage.

En même temps, le Canada se «provincialise» — c'est «l'esprit du lac Meech». Le premier ministre Mulroney n'avait pas, au départ, de vision particulière à faire valoir, et comme il est en plus électoralement faible, il a besoin de l'appui, ou de la neutralité bienveillante, de ses homologues provinciaux.

Nulle part n'est-ce plus manifeste qu'au Québec, où M. Bourassa, assis sur son extraordinaire cote de popularité, fait danser les chefs fédéraux, appuyant tour à tour Mulroney (pour Meech et le libre-échange), puis Turner quand resurgit le spectre de Jean Chrétien, puis le conservateur Bouchard aux partielles du Lac Saint-Jean...

Le discours fédéraliste orthodoxe n'a plus de porte-parole, MM. Turner et Broadbent étant tous deux obsédés par le besoin de gagner le Québec aux prochaines élections: ils prennent bien soin de flatter le nationalisme québécois, acceptent l'Accord du lac Meech qui va contre toutes les traditions de leurs partis respectifs, et adoptent, sur la question linguistique, une ligne mi-péquiste, mi-bourassiste, comme si la loi 101 n'entraînait pas en conflit avec l'optique fédérale normale, qui doit privilégier, de par sa nature même, les intérêts des minorités. Même André Quérel, le «pur et dur» du référendum, l'enthousiaste partisan des manoeuvres anti-Québec de 1981, participe au concert, et, exhumant le vocabulaire incendiaire des années 60, traite son collègue Don Johnston de «rhodésien de Westmount»!

C'est pourquoi il sera fort amusant de voir nos trois chefs fédéraux se débattre avec le jugement de la Cour suprême sur l'affichage, qui pourrait bien leur tomber dessus au beau milieu de la campagne électorale. Ils devront alors choisir, entre leur flirt électoral au Québec, et leur électoralat des autres provinces.

\*\*\*

Mais pour l'instant, l'heure est à la «réconciliation nationale» et à l'unanimité sacrée. Les contradictions et les démarcations idéologiques sont prestement glissées sous le tapis. M. Mulroney, en quête des votes péquistes et libéraux, prétend gommer à son profit les différences partisans au Québec. Le nouvel élu Lucien Bouchard fait comme si l'on pouvait être politicien au fédéral en se préoccupant exclusivement des intérêts du Québec. M. Bourassa veut être tout à tous.

Rien d'étonnant à ce que, dans ce magma d'irrationalité, les deux seules voix discordantes soient celles des deux hommes les plus cartésiens du pays, MM. Trudeau et Parizeau. Ce sont aussi, au sens technique du terme, des extrémistes, mais eux, au moins, ont une vision politique claire et logique.

\*\*\*

Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément. Mais dites-moi, quel est au juste le nom du peuple que l'on célèbre, le 24 juin?

Québécois? Un Québécois est un résident du Québec. Point. Le terme inclut tous ceux qui y habitent, immigrants de fraîche date ou anglophones de vieille souche. *Canadien français?* L'expression est tombée en désuétude, sauf si elle est appliquée aux minorités françaises hors-Québec. Elle pourrait d'ailleurs désigner les Canadiens immigrants de France. *Canadien-français?* avec un trait d'union? L'ambiguïté est moindre, mais laisse tomber la référence au Québec, foyer principal de la francophonie canadienne. *Québécois francophone?* L'expression désigne ceux qui parlent français, et inclut donc les gens d'origine libanaise, wallonne ou haïtienne, et même, si l'on respecte l'étymologie, ceux pour qui le français n'est pas une langue seconde. La Reine d'Angleterre est francophone. *Franco-Québécois?* Ça sonne «minoritaire», comme Franco-manitobain, Franco-Américain... Faudrait-il dire *Québécois de langue française de vieille souche?* Un peu longuet, non? Et que fait-on alors des 100 000 Ontariens qui viennent de la même souche même s'ils achètent leur vin à la OLB plutôt qu'à la SAQ? On va les appeler comment, ceux-là? Y a-t-il une culture québécoise qui inclurait les Turcs et les Tamouls mais exclurait d'office la francophonie ontarienne et acadienne qui a les mêmes racines et vit en français? Et si le Québec n'est pas une mosaïque, s'il y a ici une culture dominante, n'est-ce pas celle qui vient de la vieille souche française? Si oui, comment doit-on désigner ses descendants?

D'où venons-nous? De Nouvelle-France. Où allons-nous? Dans toutes les directions, c'est à dire nulle part. Qui sommes-nous? Comment savoir? Ce qui n'est pas nommé... existe-t-il?

## Un remaniement inachevé



**GILBERT BRUNET**  
du bureau  
de La Presse  
QUÉBEC

Que dix ministres changent de fonctions, c'est déjà beaucoup. Mais l'important remaniement ministériel, annoncé jeudi par le premier ministre Bourassa, reste inachevé.

Aucun des 28 ministres n'a accepté les différentes portes de sortie qu'on leur ménageait. Puisque le chef n'a pas encore décidé de forcer des mains, aucun des éventuels candidats n'a donc pu accéder au cenacle, pas même le nouvel élu de Roberval, Gaston

Blackburn, nommé adjoint parlementaire du premier ministre. « Lieu d'apprentissage rapide », assure M. Bourassa.

Malgré le haut taux de satisfaction dont il jouit dans l'opinion, M. Bourassa savait que son gouvernement avait besoin d'un nouvel allant. Plusieurs ministres s'engourdisaient depuis des mois. Et le stratège en chef prépare déjà l'appel au peuple de 1989.

### Valse à quatre temps

Les principaux ministres dits « sociaux » et « culturels » — Lise Bacon, Thérèse Lavoie-Roux et Claude Ryan — n'étant pas prêts à bouger, le premier ministre a choisi de muter, dans un premier temps, ses avocats: Gil Rémillard s'en va à la Justice, remplacer un Herbert Marx brûlé politiquement par la subvention à Allian-

ce-Québec pour contester la Loi 101.

Dans un deuxième temps, Gérard D. Levesque refusant lui-même de quitter les Finances après la présentation d'un budget aussi spectaculaire que celui du 12 mai, M. Bourassa confie de nouvelles fonctions à ses ministres « économiques »: Paul Gobeil obtient la grande promotion, aux Affaires internationales unifiées, incluant dorénavant le Commerce extérieur; Daniel Johnson va le relever à la présidence du Trésor, où il siègeait déjà; Pierre MacDonald va à son tour remplacer M. Johnson à l'Industrie et Commerce, où s'ajoute le Développement technologique qu'il dirigeait déjà mais au Commerce extérieur.

Dans un troisième temps, le chef du gouvernement permute deux ministres qui en avaient grand besoin: Pierre Paradis et André Bourbeau. Le premier voulait et obtient un nouveau défi: refaire, auprès du monde municipal, l'image du gouvernement, ternie par le second en raison de l'explosive fiscalité municipale surtout.

M. Bourbeau hérite, en retour, du dossier le plus chaud de l'automne prochain, socialement et au prix l'unanimité du caucus libéral: la réforme de l'aide sociale, à amender en profondeur une nouvelle fois. Le piège est tendu.

Puis, l'autre portefeuille que détenait M. Paradis depuis 30 mois, le Travail, passe à Yves Séguin. Au Revenu, qu'il conserve par ailleurs étrangement, le fiscaliste Séguin a déjà fait le tour du jardin en moins de 12 mois. Le défi est plus grand cette fois.

Le dossier des PME n'est par ailleurs plus distinct des autres industries et commerces: M. MacDonald s'occupera de tout ça, l'ex-délégué aux PME allant plutôt donner un coup de main à M. Gobeil aux Affaires internationales. Des voyages en perspectives.

Un dernier ministre, Richard French, n'en avait pas assez aux Communications. Qu'à cela ne tienne: M. Bourassa lui ajoute la responsabilité d'aider à M. MacDonald pour le Développement technologique. On ne prend jamais trop de précautions en ces matières de l'an 2000.

### Au cas où

On répète à Québec que M. Marx, le grand perdant de ce remaniement puisqu'il perd la Justice et ne conserve que la Sécurité publique (Solliciteur général), a déjà décidé de retourner enseigner à l'université. Il refuse de le confirmer, mais son acceptation d'une démission va dans ce sens. Un départ dans les mois qui viennent ouvrirait une première porte au « sang neuf ».

Parallèlement, deux autres ministres anglophones — Clifford Lincoln et Richard French — ont dit que, dans la foulée du jugement de la Cour suprême sur l'affichage, une réaction du gouvernement qui ne leur conviendrait pas donnerait lieu à profonde réflexion chez eux. À M. French, le Parti libéral fédéral fait les yeux doux dans St-Henri-Westmount.

M. Bourassa ne souhaite certes pas que son groupe parlementaire éclate sur la question linguistique. Mais on n'est jamais trop prudent, se répète-t-il sans cesse. Ici encore, des portes sont donc susceptibles de s'ouvrir pour les jeunes loups, en vue du prochain scrutin.

Puis la boucle est bouclée. La dernière possibilité que d'autres sièges soient libérés au Conseil des ministres revient au début: que le poste de lieutenant-gouverneur, le Sénat, l'entreprise privée ou même une ambassade canadienne soit acceptée par l'un ou l'autre des ministres « séniors ».

Retour, donc, à Mmes Bacon et Lavoie-Roux, à MM. Levesque et Ryan. Le temps aidant, se dit encore le premier ministre.

Là, son remaniement de la Saint-Jean pourrait être complété. Un bon groupe de jeunes députés accéderait au cabinet et la couleur serait donnée pour le deuxième mandat envisagé par le chef libéral.



## Fernand Séguin respectait ses invités aussi bien que ses auditeurs



**PIERRE GRAVEL**

Un homme de sciences qui aurait adoré interviewer Rabelais; un disciple de Jean Rostand qui tripait sur Robert Charlebois et Léo Ferré. Pour Pierre Castonguay, qui fut pendant dix ans réalisateur du *Sel de la semaine* animé par Fernand Séguin, ce dernier « passera à l'histoire comme vulgarisateur scientifique mais c'était avant tout un grand humaniste ».

S'il souscrit volontiers au concert d'éloges déclenché par la disparition récente de l'animateur vedette, c'est d'abord d'un être prodigieusement intéressé par tout ce qui est humain et immensément respectueux du travail bien fait qu'il se souviendra.

### Un monument

« Quand j'ai commencé à travailler avec lui, en 1967, il était déjà presque un monument à Radio-Canada et ça m'intimidait beaucoup. Après toutes ces années, j'ai perdu cette timidité mais j'ai toujours continué d'être impressionné par lui; impressionné autant par sa vaste culture que par sa modestie et son habileté à faire parler les gens tout en les respectant profondément. Sans parler, bien sûr, de son sens de l'humour, de sa générosité et de sa fidélité dans l'amitié ».

Pierre Castonguay devient vite introuvable lorsqu'il laisse défiler ses souvenirs de Fernand Séguin animant son émission fétiche. « Il y eut, bien sûr, cette célèbre entrevue avec Jean Rostand que Fernand considérait comme son maître à penser. Dans les jours précédents, il en était aussi excité qu'un enfant qui va voir le Père Noël. Il ne se sentait pas vraiment nerveux mais plutôt comblé; il avait l'impression qu'il recevait une récompense pour avoir bien fait son travail ».

« À la toute fin de la rencontre, j'ai eu une nouvelle preuve de sa conscience professionnelle et de son respect des téléspectateurs quand il m'a avoué avoir été constamment préoccupé par une chose: ne pas céder à son goût de pousser plus à fond l'échange scientifique avec le Maître de façon à ne pas dérouter le public moins averti! »

### Maître de ses dossiers

Pour un réalisateur et toute l'équipe de chercheurs, Fer-

mand Séguin était le type d'animateur dont tout le monde rêve. « Quand il recevait un écrivain ou un monstre sacré du cinéma, comme Mauriac, Alberto Moravia, Henry Miller, Peter Ustinov ou Melina Mercouri, on pouvait être certain qu'il avait lu tous ses livres ou vu tous ses films. C'était phénoménal et plusieurs invités ont publiquement fait part de leur étonnement devant sa connaissance de leur oeuvre ».

Cette maîtrise de ses dossiers permettait à l'animateur de faire face à toutes les éventualités et de toujours retomber sur ses pieds. « Comme cette fois où, après avoir été fort disert et détendu pendant les rencontres préparatoires, Lawrence Durrell s'est révélé distant et presque muet une fois devant la caméra. Dans la coulisse, on avait vu l'homme au naturel, mais sous les projecteurs, on avait une vedette qui jouait son personnage. Même chose dans le cas de Jacques Tati avec lequel on croyait s'amuser follement et qui faisait désespérément taciturne. Sans parler de Pierre Brasseur qui a trouvé le moyen de mettre tout le monde mal à l'aise par son attitude qui ne correspondait pas à l'image que le public attendait ».

« Par contre, avec Michel Simon, on a atteint des moments d'intense vérité dont beaucoup de gens se souviennent encore aujourd'hui. » Pourquoi? « Probablement parce que Fernand était lui-même un être vrai. Lorsqu'il parvenait à faire sortir la vérité profonde de ses invités, il se contentait de servir de lien pour établir une communication intime entre les téléspectateurs et l'invité qui acceptait de jouer le jeu ».

« C'était là une autre des qualités de Fernand Séguin: ne jamais se prendre pour la vedette, lui laisser toute la place, servir simplement de déclencheur, de révélateur. Il savait d'instinct quelles questions monsieur tout le monde aurait voulu poser à sa place. Et il la posait, simplement, sans jamais faire étalage de son érudition, sans donner l'impression d'être un « initié », un ami intime des personnalités qu'il accueillait ».

### Des amitiés solides

Fernand Séguin a pourtant créé des liens de solides amitiés grâce au *Sel de la semaine*. « Je sais que des relations personnelles et constantes avec les Gilles Vigneault, Gaston Deferre, Bernard Clavel, Félix-Antoine Savard et plusieurs autres se sont nouées à l'occasion de cette émission. » Des amitiés qui, comme ses goûts, donnent de l'ex-animateur une image qui ne correspond guère à



Pierre Castonguay, qui fut pendant dix ans réalisateur du *Sel de la semaine* animé par Fernand Séguin.

celle d'un scientifique un peu désincarné.

« Fernand projetait l'image d'un homme sérieux et respectueux des choses sérieuses. Mais c'était aussi un joyeux compagnon et une bonne fourchette. Il cultivait ses fleurs et faisait la cuisine comme un scientifique, mais il appréciait leur odeur et passait à table avec une bonne humeur et un enthousiasme que n'aurait pas désavoués Rabelais. » C'est également cette personnalité fort contrastée qui guidait ses choix musicaux. « Il avait peut-être aussi, bien caché au fond de lui, un petit côté un peu iconoclaste. C'est possiblement une des raisons pour lesquelles il aimait tant écouter Ferré, Brassens, Brel et Charlebois tout en pouvant, surtout dans ses dernières années, passer de longues heures à écouter du Mozart ».

« Au fond, il pouvait apprécier tout le monde. Aussi bien une vedette sportive qu'un puits de sciences ou un grand dramaturge. Le secteur où ils évoluaient n'avait pas beaucoup d'importance à ses yeux; ce qui comptait pour lui, c'était le travail bien fait. Mais il était aussi exigeant pour lui que pour les autres. C'est pourquoi il mettait autant de cœur à préparer *Le sel de la semaine* que de nombreux téléspectateurs retrouvent encore avec émotion à l'occasion d'émissions spéciales à la mémoire de Fernand Séguin ».

Et Pierre Castonguay de conclure, peut-être en guise d'hommage à son grand ami disparu: « Je me demande parfois si on est encore capable de faire aujourd'hui des émissions comme les aimait Fernand et qu'on aurait encore plaisir à regarder dans vingt ans... »

Gil Rémillard s'en va à la Justice remplacer un Herbert Marx brûlé politiquement par la subvention à Alliance-Québec pour contester la Loi 101.



## La session à Québec: gestion tranquille de la prospérité

**GILBERT BRUNET**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC

Dans le jargon parlementaire, on appelle ça des « bilans » de fin de session. Sur trois colonnes: le passif, l'actif et le net.

Mais aucun comptable ne serait assez téméraire pour fondre en un seul tableau les données de l'opposition, pour ensuite y apposer son paraphe: vérifié!

L'opposition estime que 25 petites lois adoptées en 15 semaines de travaux, c'est « trop peu et trop mal », car le législateur a en outre été forcé de « refaire certains devoirs », notamment sur la réorganisation des services ambulanciers à Montréal.

Au gouvernement, on fait au contraire valoir que ce sont les gestes de l'exécutif que juge la population, deux électeurs sur trois exprimant leur satisfaction à cet

égard. La gestion tranquille de la prospérité, c'est moche et ça suscite des accusations d'« arrogance ».

### Peu de lois

Que s'est-il donc passé, à Québec, depuis la lecture du Message inaugural, le 8 mars dernier? Si peu que pas, comme l'affirme le PQ; ou tellement de choses qu'on en oublie, aux dires du gouvernement?

Au plan législatif, l'actif est mince: refonte de lois existantes, nouveau cadre à des organismes existants, corrections techniques, obligations quant aux crédits et recensement des électeurs suspendu une fois de plus.

« L'arrangement » intervenu entre le gouvernement et la CSN, sur le transport ambulancier à Montréal, n'a pu être traduit dans une loi. L'opposition a réussi à le bloquer. À l'actif de qui doit-on porter ce recul?

La réforme de l'aide sociale a

été adoptée unanimement, quant à son principe. Le PQ s'est-il ravivé? Ou s'agit-il d'une tactique pour reporter le débat à l'automne, incluant la dissidence de quelques députés libéraux? Ce n'était pas le principe d'une réforme qui était voté, mais celui de CETTE réforme-ci, pourtant décriée depuis des mois par l'opposition.

### Le budget

Passés le débat sur le Message inaugural et la discussion des crédits des ministres, celui des Finances a présenté, le 12 mai, un budget plein de bonnes nouvelles, pour les familles mais aussi pour les célibataires et les couples sans enfant. Sans parler d'un déficit réduit de moitié en deux ans.

Le temps d'y trouver des trous, pour les critiques, et d'en faire l'apologie, pour les adeptes, nous étions rendus à juin.

Le temps, dit le gouvernement à son actif, d'annoncer une nouvelle hausse du salaire minimum.

De signer, avec Ottawa, une entente milliardaire de développement régional. D'intervenir pour sauver les emplois chez Steinberg. De tenir un débat entre tenants et opposants au traité canado-américain de libéralisation du commerce.

Le tout, dans un contexte d'élections partielles. La plus importante desquelles étant, pour les deux partis provinciaux, celle du conservateur fédéral Lucien Bouchard. Les libéraux de John Turner n'ont pas encore compris.

### Les contrats

Les relations économiques avec le gouvernement central ont par contre été moins bonnes que les rapports politiques: le contrat des six frégates est en entier allé au Nouveau-Brunswick; la part québécoise des contrats de recherche fédéraux tombe sans cesse; l'agence spatiale n'a pas encore vu le jour, pas plus à Montréal qu'à Ottawa.

Toujours au plan économique, le chômage demeure deux fois plus élevé au Québec qu'en Ontario. À Montréal, c'est trois fois pire qu'à Toronto. L'opposition fait son travail en imputant ces maux à la « négligence » du gouvernement. Ce dernier sert en riposte le nombre d'emplois créés en 30 mois de pouvoir et ne laisse passer aucune occasion de blâmer les taux d'intérêt élevés pratiqués par la Banque du Canada, pour contrer l'inflation torontoise, même si tout le reste du Canada en souffre.

### Et la langue

Gouverner, c'est aussi voyager, entretenir de bonnes relations, se faire connaître. À ce sujet, M. Bourassa a fait, en avril, une tournée mémorable. En Californie, il a vu des gens d'affaires, à l'important rayon de la haute-technologie surtout. Mais tout s'est gâché par la suite: en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskat-

chewan, les francophones ont bruyamment dit au chef du gouvernement de la « société distincte » que l'Accord du lac Meech, ils n'en veulent pas. Et qu'ils n'ont pas besoin de lui pour appuyer le gouvernement Devine qui leur enlève les droits que la Cour suprême venait à peine de leur reconnaître.

Enfin, la session qui vient d'être ajournée a été celle de l'épée de Damoclès linguistique: il vient quand, le jugement de la Cour suprême sur l'affichage? Il réagit comment, le gouvernement Bourassa? Ils font quoi, les anglophones du Québec, ceux du gouvernement en particulier, s'ils sont mécontents?

À ce sujet précis, la « session » ne prendra réellement fin que lundi prochain. Le plus haut tribunal peut encore rendre jugement dans l'affaire Chaussures Brown ce 30 juin, mais on devrait le savoir le lundi 27. Si jugement il y a, les vacances sont « à l'eau ».

## En juillet et août

## Le grand cirque des conventions politiques

SOPHIE HUET  
collaboration spéciale

Les conventions américaines, qui vont se dérouler en juillet et en août pour mettre sur orbite les deux finalistes dans la course à la Maison-Blanche, après cinq mois d'élections primaires harassantes, sont à l'image du continent nord-américain: spectaculaires, démesurées, financièrement ruineuses, carrefour du petit et du grand business, lieu de toutes les extravagances et... politiquement inutiles puisque l'on sait déjà que le match final se jouera entre le vice-président George Bush et le gouverneur de l'Etat du Massachusetts, Michael Dukakis.

Et pourtant, il s'agit là de l'un des spectacles les plus fascinants de la vie politique moderne. 4 160 délégués démocrates se retrouveront à Atlanta, entre le 18 et le 21 juillet, et 2 277 délégués républicains prendront le chemin de La Nouvelle-Orléans du 15 au 18 août.

Mais le gros de la troupe sera, une fois encore, constitué par la horde des équipes de télévision (les trois réseaux nationaux, ABC, CBS et NBC, les sept cents télévisions locales et les grandes chaînes câblées, comme Cable News Network, vont bien sûr dépêcher sur place des dizaines de correspondants) des envoyés spéciaux du monde entier, des éditorialistes en quête de sujets «à chaud», des «cartoonistes» chargés de raconter les débats en images, avec leurs crayons féroces, sans oublier les vendeurs de gadgets (cette année, les démocrates ont exigé d'avoir le monopole du commerce de tous les macarons, t-shirts, ballons, chapeaux et autres gadgets qui seront proposés aux visiteurs), les manifestants en tous genres, attirés par cette forêt de micros et de caméras prêts à jaillir, ou encore la foule des badauds et des autochtones qui, ne bénéficiant pas d'un laissez-passer dans le saint des saints, s'agglutinent derrière les barrières métalliques dressées par les forces de sécurité pour protéger ce périmètre à haute tension.

Malheur au petit journaliste étranger dont l'organe de presse ne trône pas dans les salles d'attente des aéroports internationaux. Celui-là ne bénéficiera que d'un «passe» bien modeste, celui qui donne accès seulement aux couloirs extérieurs de la convention, peuplés par les vendeurs de friandises, de cotillons et de Coca-Cola. La couleur des laissez-passer est la marque de l'honorabilité de chacun.

## Les villes

Le choix des villes ne doit bien sûr rien au hasard. Chez les républicains, un comité de sélection de 21 membres a été constitué (deux ans avant l'événement!) et selon un rituel bien établi, ceux-ci furent traités comme des pachas dans les villes où ils descendaient. Pour recueillir une manne évaluée à quelque cinquante millions de dollars (l'estimation des retombées économiques, pour quatre jours de convention), les autorités des municipalités rivales — Atlanta, La Nouvelle-Orléans et Kansas City — n'ont pas ménagé leurs efforts. Limousines à l'aéroport, escorte policière continue, motards pour frayer la route, arrêt momentané du trafic lors du passage de ces messieurs, sans parler de l'hébergement quatre étoiles et des repas somptueux et copieusement arrosés.

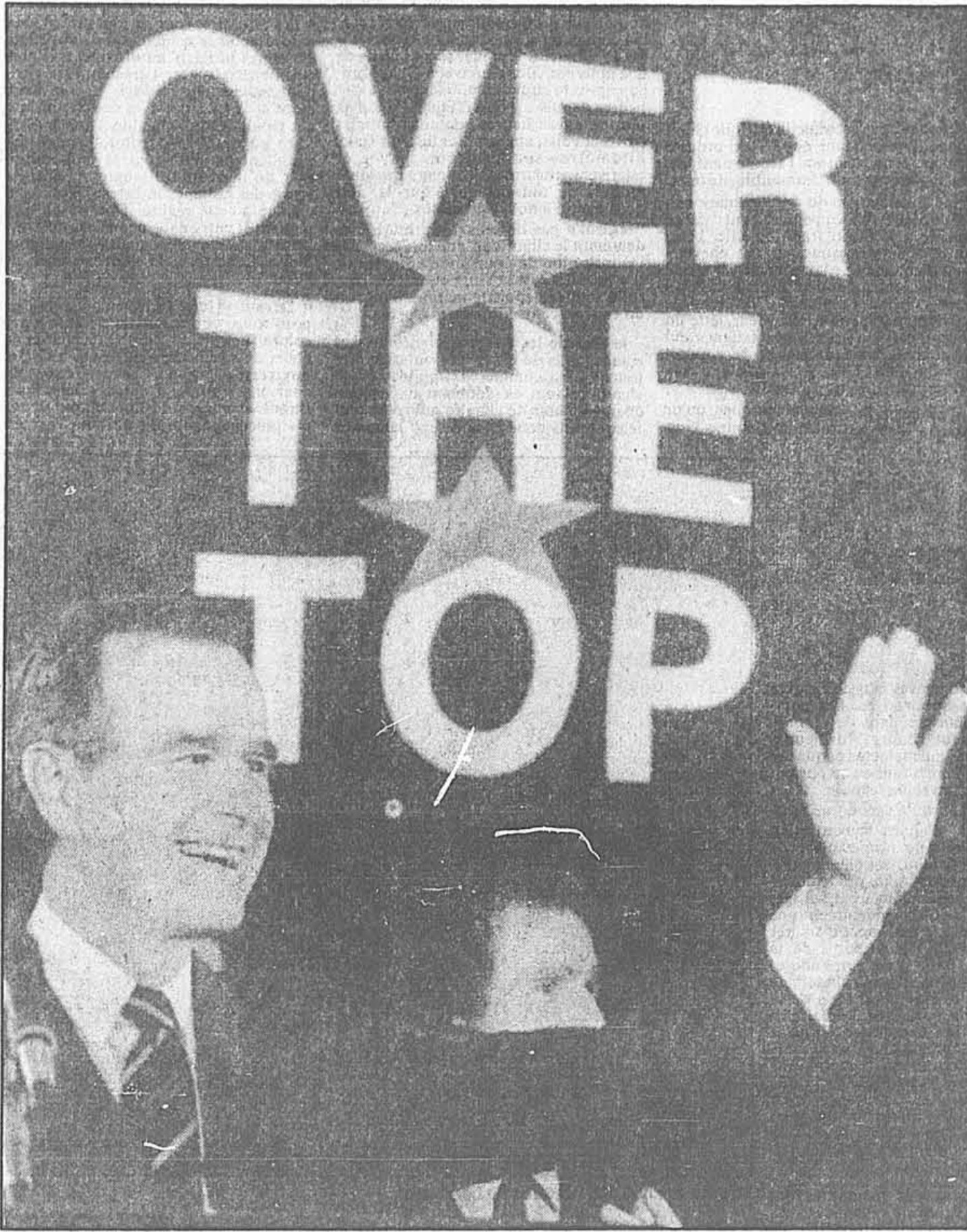
À Washington, une autre ville en compétition, les membres du comité républicain ont été invités à descendre le Potomac à bord d'un superbe voilier mais le maire, Marion Barry, n'a pas convaincu ses interlocuteurs lorsqu'il a argué du fait que la presse américaine, déjà installée à Washington, économiserait neuf millions de dollars en frais de déplacement pour couvrir l'événement. Les républicains ont écarté aussi Atlanta car l'Omni, la plus grande salle de congrès de la ville, ne pouvait pas accueillir 17 000 personnes assises.

## Les républicains: Nouvelle-Orléans

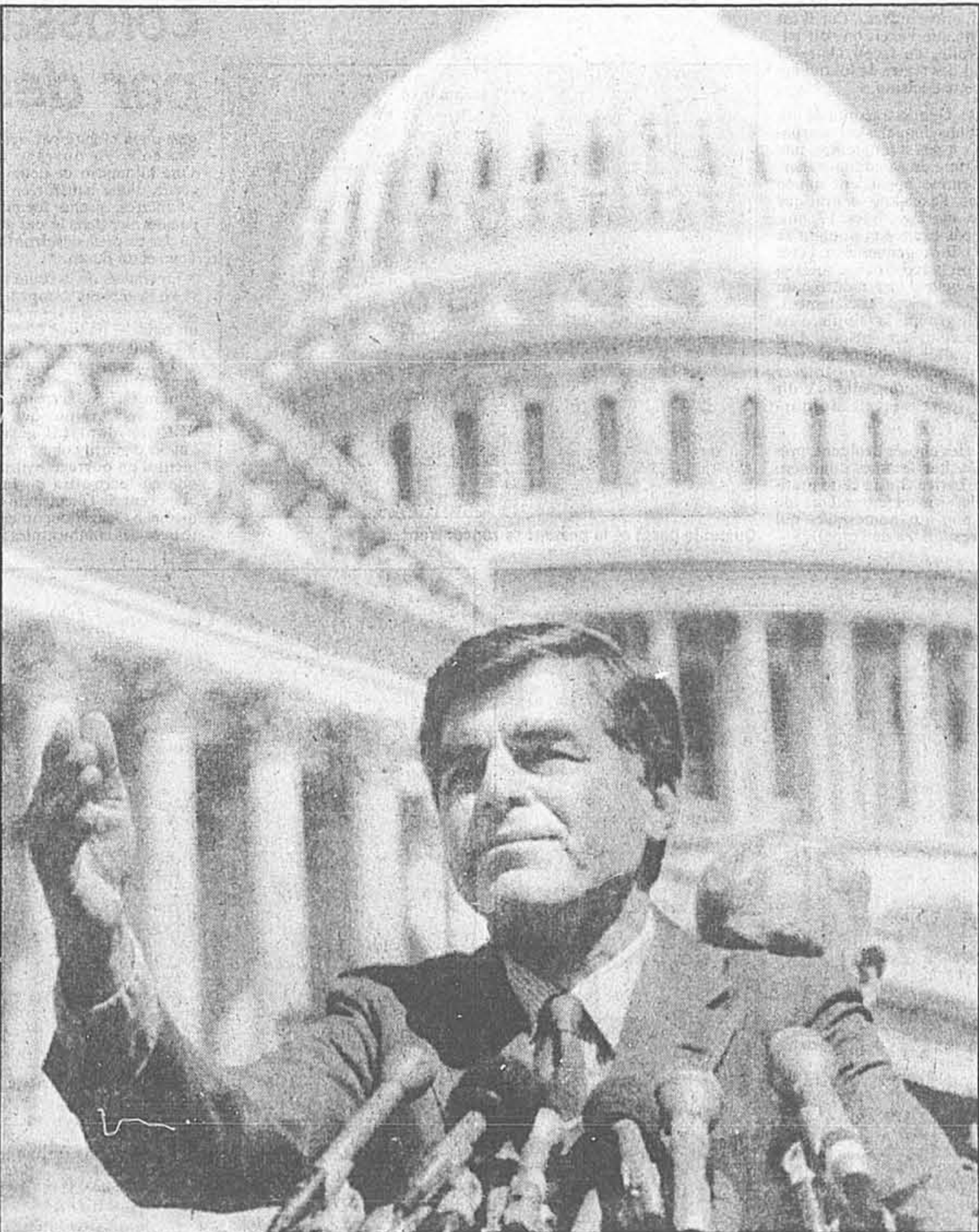
C'est le 20 janvier 1987 que le comité républicain a annoncé officiellement que la convention se tiendrait un an et demi plus tard à La Nouvelle-Orléans. Le «parfum français» de la ville n'a pas été déterminant. Et le comité a posé des conditions précises, réclamant notamment un accès permanent au Superdome (le palais des congrès local) pendant les six semaines précédant la convention, pour ériger un podium, décorer la salle, installer les équipements électroniques et la sonorisation...

En réalité, les républicains voulaient empêcher leurs adversaires politiques d'organiser avant eux leur convention dans la même ville. Ils ont donc exigé que la municipalité s'engage à ne pas recevoir en juillet la convention démocrate. «La Nouvelle-Orléans est prise en otage» tempêta le leader du Parti démocrate Paul Kirk, qui songeait sérieusement à choisir la Louisiane. Mais le contrat liant le GOP à la ville de La Nouvelle-Orléans était signé en bonne et due forme, les républicains étant assurés de trouver sur place 20 000 chambres d'hôtel de luxe, et suffisamment de bons établissements susceptibles de devenir pendant quelques jours les quartiers généraux des principaux «candidats à la candidature» et autres personnalités du Parti républicain. Mais «d'importantes considérations politiques» selon l'expression de Frank Fahrenkopf, le leader du Parti républicain, ont pesé en faveur de La Nouvelle-Orléans.

Pendant plus d'un siècle, les démocrates ont en effet considéré les États du sud comme un bastion politique. Or depuis plusieurs années, cette région est devenue l'une des places fortes des républi-



Chez les républicains: GEORGE BUSH



Chez les démocrates: MICHAEL DUKAKIS

cains, en particulier pour les élections présidentielles. Les démocrates ont donc le souci de reconquérir le cœur des sudistes, et les républicains de conserver ce nouveau patrimoine électoral. C'est d'ailleurs la première fois que le GOP jette son dévolu sur une ville du grand sud, pour tenir sa convention. «Nous avons besoin des États du sud et du Middle West pour gagner en 1988», explique sans ambages M. Fahrenkopf.

## Démocrates: Atlanta

Chez les démocrates, le comité de sélection a décidé de se prononcer par vote, le 10 février 1987: 44 voix se sont portées sur Atlanta et 13 voix sur Houston. Les autorités du Texas avaient pourtant multiplié les offres de service, s'engageant notamment à organiser un concert Leonard Bernstein au seul profit de la convention démocrate. Mais le handicap numéro un de Houston (déjà très touchée par la crise pétrolière) tenait au fait que le nouveau palais des congrès n'était pas terminé. Qu'à cela ne tienne, le directeur des travaux, Joe Russo, proposa aux démocrates de contracter auprès de la Lloyd's à Londres une police d'assurance de cinq millions de dollars pour les dédommager au cas où la construction de l'édifice ne serait pas achevée à temps. Une offre sans lendemain...

À Kansas City, ville du Middle West, également pressentie, le comité se vit offrir une réception bien arrosée au cours de laquelle un investisseur local lança, pour rassurer les démocrates: «Ici, nous n'avons pas d'émeutes dans les rues, pas de malades mentaux en liberté, et tous les chauffeurs de taxi parlent anglais!». La Nouvelle-Orléans faisait aussi partie des villes favorites, mais la municipalité demanda au comité de retarder son voyage en Louisiane, car elle n'avait pas prévu de faire face à une horde de 120 personnes, épouses et assistants compris, pendant trois jours. Un officiel expliqua à la presse: «Les républicains sont venus ici à une vingtaine, c'était suffisant pour prendre une décision... La ville, débarrassée de son déficit budgétaire, ne voulait pas s'imposer cette surcharge financière».

C'est donc finalement sur Atlanta, ville symbole du «Nouveau Sud» et lieu de naissance de Jimmy Carter, que les démocrates ont jeté leur dévolu. Le comité a eu droit à une visite guidée du musée Carter récemment créé, puis à un brunch animé par l'ancien président des États-Unis en personne. Seule ombre au tableau: les démocrates réclamaient une salle de 20 000 places assises et l'Omni Coliseum a une capacité maximale de 15 000 places. Capitale de l'Amérique noire, la ville s'est engagée à lancer une souscription de 15 millions de dollars pour accueillir en grande pompe les 35 000 personnes attendues (dont 15 000 journalistes, techniciens et cameramen). Le centre des loisirs, «Underground Atlanta», fermé depuis des mois, va rouvrir ses portes.

Le projet de rénovation sera financé par une augmentation de un cent de la taxe hôtelière. L'Omni Coliseum est aussi en cours de réaménagement, pour permettre l'installation de 27 postes cabines pour les équipes de télévision (qui devront déboursier entre 15 000 et 35 000 dollars pour la location). Le manque d'espace disponible fait d'ailleurs monter les prix et chaque réseau s'est vu attribuer, en fonction de son importance, un espace plus ou moins grand et bien situé par rapport à la tribune, les catégories allant de «A» (le plus cher, où se retrouveront les équipes de ABC, CBS, Voice of America et Potomac Communications) à «E» (le meilleur marché, attribué à quelques stations dont le «National Black Network»).

Autour du Colisée 35 000 chambres d'hôtels ont été réservées et le quartier «chaud» d'Atlanta, le Buckhead, s'est redonné un air de neuf. Les boîtes de nuit ont annoncé qu'elles ramèneraient gratuitement les clients à leurs hôtels, pendant la convention. Deux investisseurs britanniques sont même descendus à Atlanta pour acheter un terrain afin d'y construire un night-club!

Le président de la Chambre de commerce Gerard Bartels, estime en effet que les retombées économiques immédiates seront de l'ordre de 60 millions de dollars, et de trois milliards de dollars sur un an! Le contrat qui lie la ville au Parti démocrate passe par l'intermédiaire d'une association sans but lucratif, le «Comité 1988 d'Atlanta», et toutes les dépenses publiques seront prises en charge à parts égales par la ville, le gouvernement de l'État, et celui du comté. Les démocrates ont également réclamé plusieurs centaines de mètres carrés de bureaux pour installer la logistique de la convention (ordinateurs, téléphones, dispositifs anti-incendies...).

Bref, rien n'a été laissé au hasard pour cet événement tout à la fois politique, médiatique et financier, qui va tenir en haleine, pendant quatre jours, l'Amérique tout entière. Il est vrai que depuis 1980, l'audience télévisée des débats a connu une baisse spectaculaire, obligeant les grands «network» à abandonner la couverture in extenso des discours, pour ne retenir que les temps forts et agrémenter les reportages de toutes sortes de sujets extérieurs.

Les médias seront cependant, une fois encore, les rois de ces deux conventions. Comme l'expliquait en 1984 Ron Reagan, le fils du président Reagan, engagé par le magazine Rolling Stones pour suivre la convention républicaine de Dallas: «Tous les quatre ans, les journalistes se réunissent en conventions, et les partis politiques leur offrent les divertissements et le spectacle»...

AU BURKINA FASO

# Au pays des «hommes intègres»,

## Les Blancs trouvent que le développement clopine et eux, que ça avance... et drôlement!

Textes de:  
**ANDRÉ LACHANCE**  
collaboration spéciale

En comptant les quelques enfants, nous sommes exactement dix-sept dans la vieille Peugeot 504 qui nous mène péniblement de la frontière togolaise à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, en Afrique occidentale.

Il n'y a pas deux minutes que nous avons été fouillés de fond en comble qu'un autre poste de contrôle se profile sur la route. Bon sang! Encore des gendarmes! Et la nuit qui commence à tomber sur le plateau Mossi...

Le chauffeur grommelle quelque chose d'inaudible pendant que le taxi-brousse s'engage à nouveau sur l'accotement. De faction devant un immeuble miteux, peint aux couleurs du drapeau national, un militaire se lève péniblement: visage scarifié à la façon traditionnelle, bérêt rouge à l'étoile jaune sur des cheveux crépus comme une laine d'acier, il traîne nonchalamment son fusil dans la poussière ocre de l'esplanade. Il prend le papier que lui tend le chauffeur, jette un coup d'oeil sur les visages fatigués qui suent abondamment dans l'espace réduit du véhicule et lance soudain, d'une voix préemptoire: « Vos papiers! »

J'ai beau lui faire remarquer qu'on nous a déjà contrôlés une bonne ving-

taine de fois depuis le matin, rien n'y fait: passeport, carte d'identité, extrait de naissance ou certificat de résidence, chacun doit montrer patte blanche... Manifestement, le soldat se moque de ce que nous risquons d'arriver à Ouagadougou après le couvre-feu, fixé à vingt-une heures depuis le coup d'Etat. Il y a déjà plus de douze heures que nous sommes partis et voilà, après moins de trois cents kilomètres sur une route pavée et relativement carrossable malgré quelques milliers de nids-de-poule, que la nuit nous trouve à nouveau arrêtés.

« Ça n'a pas de sens », murmure prudemment le chauffeur, une fois accordée l'autorisation de poursuivre notre route. Il a raison. C'est le vingt-et-unième contrôle routier depuis le matin... Vingt-et-un en trois cents kilomètres à peine.

Je regarde les visages résignés de mes compagnons de route: personne ne proteste. « C'est comme ça », philosophe le chauffeur tout en doublant un camion chargé de bois de chauffe qui roule tous feux éteints dans la nuit, une lampe de

poche brandie par une portière en guise de phare...

Les militaires sont partout au Burkina Faso. Depuis le coup d'Etat d'août 1983, de jeunes officiers au discours à la fois anti-impérialiste et tiers-mondiste tiennent solidement le pays. Le renversement et l'assassinat dans des circonstances troubles, du capitaine Thomas Sankara en octobre dernier, jusqu'à alors président de cette contrée multi-ethnique qu'il avait lui-même rebaptisée « pays des hommes intègres », n'ont rien changé à cette réalité. Tout au plus, le pays est-il entré dans une phase de « rectification », comme se plaît à le souligner Blaise Compaoré, le nouveau chef de l'Etat.

Devant l'Hôtel Indépendance, le drapeau rouge et or soviétique côtoie le tricolore français, illustration éclatante du choix de société devant lequel hésite et tergiverse le régime. Car malgré son discours marxisant et quelques éclats en politique étrangère, la République démocratique populaire du Burkina Faso est

loin de cracher sur l'aide effective des pays occidentaux. Une bonne partie du budget de l'Etat, qui s'élevait à près de 400 millions de dollars en 1987, provient en effet de la France, l'ancienne métropole, ainsi que des Pays-Bas, du Canada et de la RFA!

Avec ses huit millions d'habitants, l'ex-Haute-Volta est le pays le plus densément peuplé des régions sahéliennes. Maigres ressources, sécheresses récurrentes, maladies endémiques, populations rurales et analphabètes, persistance des traditions féodales et des croyances animistes; c'est cette société séculaire, fière d'avoir donné naissance au douzième siècle de notre ère à l'empire Mossi, que des jeunes officiers gauchisants ont entrepris de moderniser.

Mais même animés des meilleures intentions, les militaires ne peuvent faire de miracles. Dans ce monde sans écriture, où une partie de la mémoire collective s'éteint chaque fois que meurt un vieillard, il est difficile de faire avancer les choses.

## Les femmes sont traitées comme du bétail

À une époque où leurs soeurs d'Occident entrent en lionnes sur le marché du travail rémunéré, on voit encore des femmes demander à être privées de leurs clitoris au pays des hommes intègres... En fait, presque toutes les femmes de plus de 30 ans y sont excisées!

« La pratique est d'autant plus intrigante que l'ablation du minuscule organe érectile, en grec *kleitōris*, la clef du plaisir, a cours dans une société ne connaissant pratiquement pas le « péché de chair »... »

« L'excision tend à diminuer depuis quelques années mais c'est encore une coutume vivace », explique Ginette Genois, conseillère en formation à la Direction de la planification familiale burkinabè et coopérante du Centre canadien d'études et de coopération internationale à Ouagadougou. « Le rituel traditionnel qui marquait le passage de l'état de fillette à celui de femme a disparu mais la pratique demeure, particulièrement chez les vieilles femmes qui perpétuent la coutume. En fait, les fillettes sont excisées de plus en plus jeunes et on le fait clandestinement... »

Bien que Thomas Sankara ait été le seul chef d'Etat de l'Afrique francophone à avoir pris partie contre elle, l'excision n'est pas interdite légalement. Aucune loi n'a jamais été promulguée. Il n'existe pas de texte écrit contre cette pratique radicale, qui consiste en l'ablation totale ou partielle du clitoris, des petites lèvres et parfois même des grande lèvres.

« Si on faisait l'équivalent à l'homme, ce serait la castration pure et simple! », s'indigne la coopérante originaire de Victoriaville.

### Castrées avec des tessons

L'ablation se fait la plupart du temps dans des conditions sanitaires déplorables, surtout en milieu rural. On utilise des lames de rasoir, des couteaux, des tessons de bouteille quelquefois... Rien n'est désinfecté! Ginette Genois me montre un album où ont été collées quelques photographies de vulves d'excisées, livre d'horreurs où boursoufflures immondes, suppurations et infibulation (on coud l'entrée du vagin) sont

les conséquences physiologiques les plus apparentes. On comprend pourquoi tant de femmes rencontrent d'énormes difficultés lors des accouchements et que des fillettes en meurent ou en portent les séquelles toute leur vie.

Mais pourquoi excise-t-on ?

« Il y a d'abord la conviction qu'une femme non excisée ne peut pas se maîtriser elle-même », ajoute la coopérante qui a amené avec elle enfants, mari et bagages au Sahel. « C'est évidemment une façon pour le patriarcat d'assurer son pouvoir sur le corps de la femme... Mais il y a autre chose! Les gens pensent que si la tête de l'enfant touche au clitoris de la mère à la naissance, l'enfant va mourir. Les femmes se faisaient exciser d'autant plus que la mortalité infantile était auparavant beaucoup plus élevée qu'aujourd'hui. Autre croyance, c'est celle qui veut qu'un homme qui a des relations sexuelles avec une femme non excisée devienne impuissant. »

« Ce sont des mentalités qui existent depuis longtemps et c'est avec elles qu'il faut travailler. Ça ne sert à rien de tout brusquer, de tout chambarder. Il faut intervenir à divers niveaux. Au niveau législatif, entre autres... Car il est important que l'excision soit enfin interdite, de façon claire et qu'il y ait des textes de loi qui appuient cette décision. »

Ginette Genois raconte le dilemme dans lequel s'est retrouvée, il n'y a pas si longtemps, une jeune femme de sa connaissance. « Cette femme appartient à une ethnie où l'excision se pratique avant le mariage, vers 17 ans. N'étant pas excisée et voulant se marier, elle a demandé à l'être pour qu'on la reconnaisse socialement, de peur d'être montrée du doigt, d'être rejetée socialement. Le clan, le groupe, la famille, c'est très important en Afrique. Elle est donc allée d'elle-même voir une infirmière et s'est fait enlever le clitoris. Toutefois, elle m'a dit qu'elle le regrettait aujourd'hui... »

« Mais les choses évoluent, précise-t-elle. Les femmes commencent à se battre contre cette pratique. Elles s'associent même de plus en plus aux hommes, ce qui est nouveau. Il y a de l'espoir! »



Le pays perd 50 000 hectares de bois par an.



Quand le passé et le présent se rencontrent...

## Un ouvrage colossal géré par des Québécois

Conçu et géré par des Québécois, un ouvrage colossal d'un kilomètre et demi de longueur, d'une hauteur en crête de 30 mètres, prend forme depuis l'an dernier dans le sud du Burkina Faso, près des frontières du Togo et du Bénin.

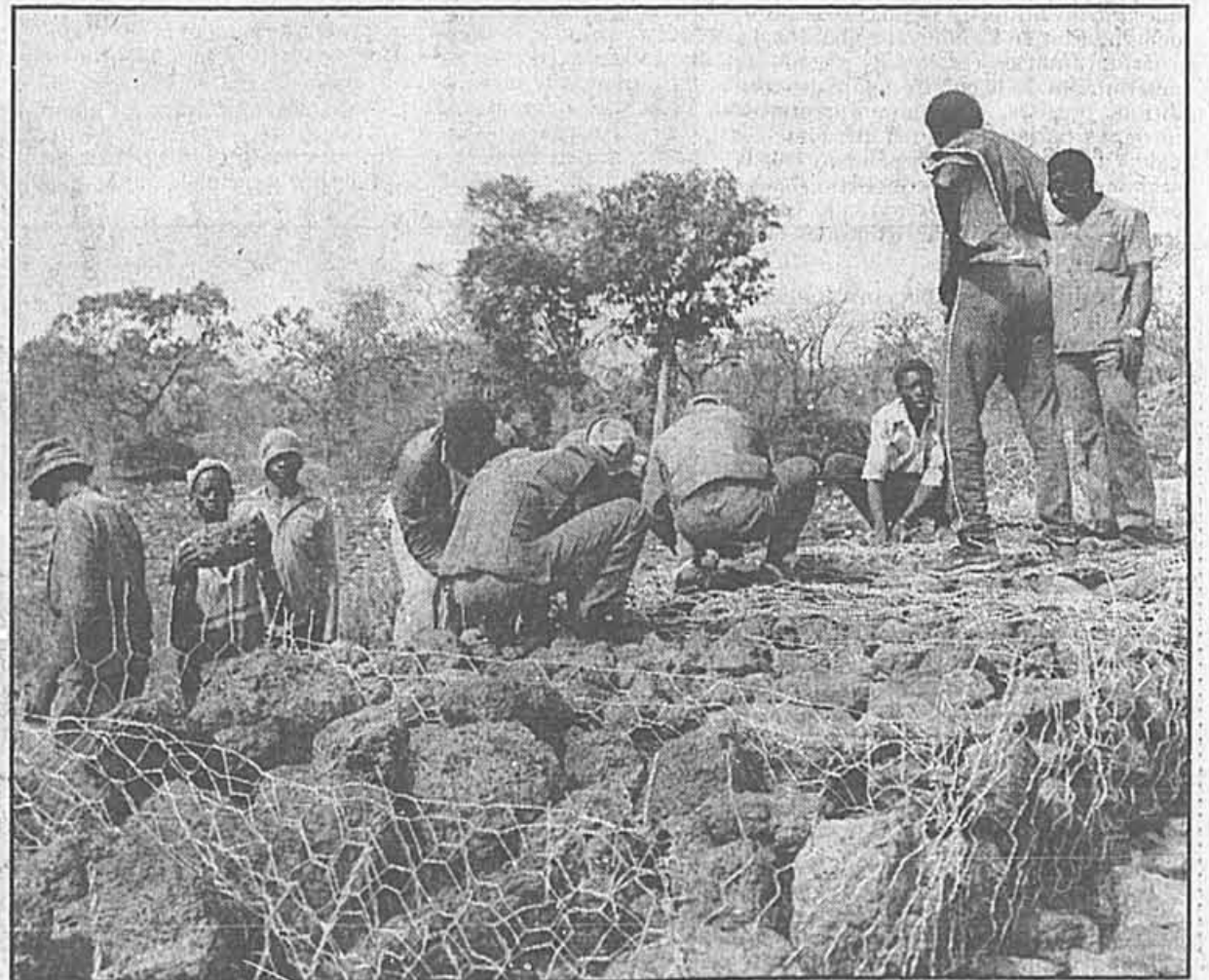
En travers de la toute petite rivière Komienga, dont le lit s'assèche totalement six mois par an, un barrage flanqué d'une centrale et d'un évacuateur de crues bloque l'horizon sans limites du pays gourmantché. C'est dans cette région infestée de serpents, de vipères et de scorpions que la firme SNC de Montréal gère, après l'avoir d'abord conçu, l'aménagement d'un ouvrage hydro-électrique qui permettra de remplacer 50 p. cent de l'électricité consommée par Ouagadougou et produite avec des combustibles fossiles.

L'ouvrage de la Komienga, d'un coût de 142 millions de dollars canadiens, devrait produire jusqu'à 14 mégawatts par an, si la pluie tombe en quantité suffisante. Le barrage est en enrochement, du type de celui de LG-2, et la ligne de transmission d'énergie est achevée jusqu'à Ouagadougou, à 300 kilomètres.

Au plus fort des travaux, exécutés par des firmes européennes, 2000 hommes travaillent sur le chantier. Ils sont quelque centaines aujourd'hui et leur nombre devrait décroître jusqu'à la mise en eau du réservoir et le premier tour de turbine, l'automne prochain. Les huit millions de Burkinabés mettent un espoir démesuré dans ce projet dont ils font un symbole de fierté collective, un peu comme la Manic pour les Québécois des années 60.



On construit comme jamais à Ouagadougou.



Les famines sont choses du passé mais les ressources sont maigres.

# une révolution impossible

C'est que la pensée animiste, où le surnaturel et le magique jouent un rôle prépondérant, empreint encore fortement les comportements. Même en milieu urbain, la pensée magique resurgit constamment, ce qui ne cesse d'ailleurs d'étonner les occidentaux... Exemple succulent : quand la foudre tombe à Ouagadougou, les pompiers doivent attendre qu'un forgeron, dont le métier est sacré puisqu'il commerce avec le Dieu du feu, sacrifie un poulet ou un quelconque animal avant de commencer à éteindre les flammes!

Comme si le climat expliquait à lui seul l'homme, l'Africain se fait du temps, et du travail, une idée tout à fait différente de celle des Occidentaux. Tel vieux missionnaire confie, sourire aux lèvres, qu'il est parvenu à doubler la productivité d'un lopin dans une région. Rien qu'en utilisant les déchets agricoles et en appliquant quelques techniques simples: «Ou cela prenait deux hectares à un paysan pour nourrir sa famille, il n'en fallait plus qu'un avec ma méthode», explique-t-il d'un air amusé. «Les paysans d'alentour sont venus voir et ils ont imité ma façon de faire... Ce que je n'avais pas pré-

vu, c'est que, comme leurs rendements avaient doublé, ils se contentaient de cultiver moitié moins de sol. Pourquoi se fatigueraient-ils? Tant qu'ils en ont assez pour la famille, à quoi serviraient des surplus? Ils font comme tout le monde: eux aussi vont au plus facile. C'est humain.

Chose certaine, il est difficile de planifier dans ces conditions. A long, moyen ou même court terme, comme le constatent amèrement les experts internationaux du développement.

«Ils sont incapables de prévoir, de planifier», m'explique d'un air désabusé un coopérant québécois qui travaille depuis plus d'un an dans le sud du pays. «Tout ce que les Blancs font en Afrique, c'est de la planification au fond. De l'organisation...»

«Les Blancs arrivent ici avec leurs connaissances techniques et forcent les gens à aller plus vite, à produire. Ils sont pressés, ils comptent le temps alors que les Africains pas du tout... Ces derniers vivent à leur rythme et ils en ont bien le droit! Seulement quand tu viens pour aider et que tu vois tout le temps qui se

perd, c'est parfois décourageant. Le plus ironique, c'est que si toi tu trouves que le développement clopine, eux par contre trouvent que ça avance... Et drôlement! Cela se comprend, ils sont à un extrême, et nous à un autre.»

Sylvestre X Somé, un journaliste du quotidien national Le Sidwaya (La Vérité en moré, langue de l'ethnie majoritaire des Mossis), admet que l'Africain a, dans son ensemble, une certaine difficulté à planifier. «Il est interdit de prévoir l'avenir dans la cosmogonie animiste», explique-t-il avec prudence, pesant longuement chacun de ses mots sur ce terrain qu'il sait piégé. «Car chez les Africains, prévoir l'avenir est un domaine réservé aux Dieux. C'est pourquoi la planification au sens où l'entendent les Occidentaux est impensable pour le paysan. Définir un plan comme on le fait couramment en Occident n'est tout simplement pas envisageable chez les animistes.»

Les quelques milliers de Blancs, pour l'essentiel des Européens, qui travaillent au Burkina abondent en récits amusés, et parfois indignés, où le manque de pré-

voyance des autochtones revient comme un leitmotiv. Parce qu'ils se font de la solidarité humaine une toute autre idée que les Africains, ils ne peuvent comprendre qu'on puisse par exemple quitter Gorom-Gorom, un bled perdu aux portes du désert, pour la capitale sans suffisamment d'essence et sachant qu'il n'y a pas de possibilité de se ravitailler en cours de route, sur des pneus usés à la corde, sans roue de secours ou même de cric quelconque. Ni que le miracle, renouvelé quotidiennement, par la simple solidarité des mal-pris, c'est peut-être qu'on y parvient, finalement, à Ouagadougou...

### Un voisin turbulent

A l'exception du camarade et ami Jerry Rawling, le président du Ghana, Thomas Sankara n'a guère été pleuré par les chefs d'Etat voisins. Des hommes comme le général Eyadéma, à la tête du Togo depuis une génération, ou Félix Houphouët-Boigny qui règne depuis 38 ans sur la Côte d'Ivoire, se sont en effet toujours méfiés de ce jeune officier trop radical — les méchantes langues disent trop honnêtement — à leur goût.

A Ouaga, où l'heure est décidément aux bilans, on tente d'être lucide.

«Autant on ne cachait pas sa déception pour les circonstances qui ont entraîné la mort de l'ancien président, autant l'on ne machait pas ses mots pour les nombreuses erreurs commises...» écrit la Pravda locale, ajoutant que le temps était venu de mettre un terme à la «Révolution spectacle de Sankara».

«Nous avons besoin d'une politique extérieure moins belliqueuse et plus pondérée, surtout avec nos voisins les plus immédiats. Une orientation réaliste qui n'enlève rien au caractère anti-impérialiste de la révolution».

Visiblement, les militaires s'installent à demeure. Derrière la Présidence du Faso, le palais présidentiel, les bicoques de fortune érigées à l'intention des soldats affublés de fusils, de mitraillettes, de mitrailleuses et même de canons cèdent le pas à des constructions en dur, petites casernes qui laissent présager que le pays risque de demeurer encore longtemps en état de siège, du moins sous la férule plus ou moins supportable des gens d'armes.

## Ouagadougou à l'heure du modernisme

Ville oubliée pendant des siècles aux confins du Sahel, Ouagadougou sent un vent nouveau souffler sur elle depuis quelques années: celui du modernisme. Car de tous bords, la capitale du Burkina Faso, coeur du vieil empire Mossi où règne toujours en grandes pompes sa majesté Moussa Congo, trente-septième du nom, s'organise, s'agrandit, se transforme.

On sent, à se promener dans ses rues larges et poussiéreuses, à déambuler entre les murs bas et aveugles de ses immeubles sans étages, à se frayer un chemin parmi les milliers de motos, de vélos, de camions et d'autos qui roulent dans un sempiternel nuage de fumée bleutée, que quelque chose s'est mis en branle dans cette société séculaire. Qu'une culture à la fois moderne et typiquement africaine, teintée par l'animisme, l'islam et l'occident est en train de prendre corps dans l'immensité torréfiée de la savane.

Le premier feu de circulation — installé en 1982 — a été rapidement suivi de plusieurs autres qui créent un semblant d'ordre aux carrefours. Depuis peu, des autobus desservent même les grandes artères, une première dans cette ville qui compterait le plus imposant parc de vélos et de motocyclettes de toute l'Afrique.

Le centre de la ville, scarifié de terrains vagues nés des démolitions massives d'habitations insalubres, est en ce moment hêrisse de grues géantes et de chantiers de construction. Place du Marché, avenues Patrice Lumumba, Nelson Mandela ou Gamal Abdel Nasser, des ouvriers creusent, cimentent, érigent et soudent, comme on le fait dans toutes les grandes villes du monde. Doucement, à la mode obligée du pays,

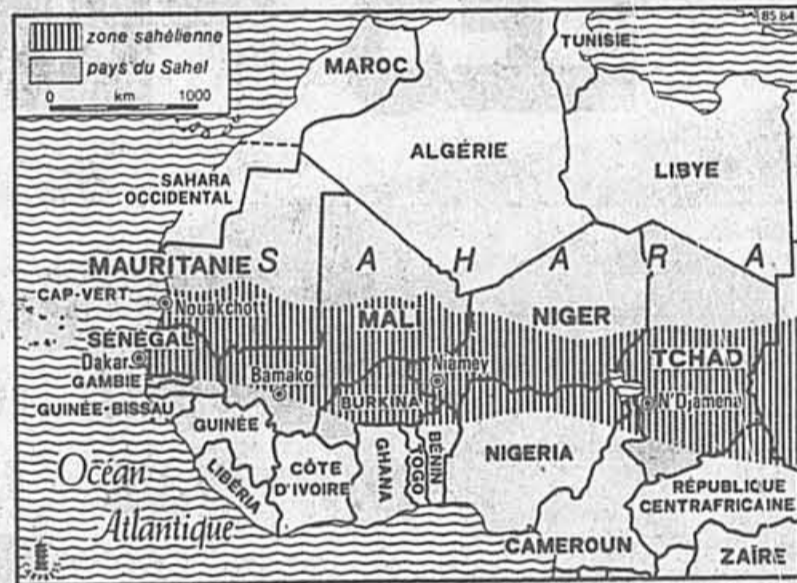
Dans la chaleur lourde de midi, lorsque ferment une à une les boutiques et que les Ouagalais s'installent jusqu'à 15 h 30 dans la doucereuse torpeur d'une sieste régénératrice, la vieille cité Mossi retrouve le calme des temps anciens. Tout s'apaise soudain... Indifférents à la chaleur qui monte du sol, des nuées de vautours au crâne chauve se posent en silence sur les toits et guettent, impavides, le spectacle de la rue enfin apaisée.

Ouagadougou se repose. Même les mendiants, pourtant prostrés à longueur de journée devant la mosquée, ont l'air plus abattus que d'habitude... Derrière son dérisoire étal, une vendeuse d'arachides et son poupon dorment, à l'ombre d'un arbre, étendus à même le sol sur des morceaux de carton, tout contre quelques marchands de portefeuilles en peau de crocodile, d'iguane et de serpent qui baillent d'ennui dans leurs échoppes.

Panoplie des petits métiers, des petites combines, des petits trafics qui ont tous le même but: survivre.

Cette femme, son dernier-né sur le dos, propose ses goyaves à la cantonnade... Cet adolescent

fait le tour des bars, des cafés et des restaurants à la recherche du Blanc qu'il harasse pour lui vendre bracelets, batiks, figurines érotiques ou même serpents vivants. Cette jeune femme, fardée et couverte de bijoux de pacotille, quitte sa triste mesure pour chasser le client les soirs de week-end... Le domestique de l'hôtel, musulman pratiquant, demande à être photographié avec son bien le plus précieux, un transistor à ondes courtes... Cette vieille édentée, aux yeux luisants et vitrifiés, vend du ganja ghanéen dans son réduit au plancher de terre battue. Ce bel éphèbe, sorte d'esclave sexuel consentant de jeunes européennes, père d'une bonne dizaine de petits mulâtres français et allemands qu'il n'a jamais vus... Ce gamin qui guide, au bout d'un bâton, un vieil aveugle qui tend sa sébile au nez des passants, les yeux béants dans le vide... Ce voleur pris sur le fait qui court à toutes jambes se réfugier... au poste de police, tant il craint de se faire lyncher sur-le-champ par un peuple sans pitié



pour les coupeurs de bourse. Ou encore, ce musulman en djellaba blanche proposé, parmi un étalage où s'empoussièrent tuques de laine et passe-montagnes, le chandail rouge et blanc du club de hockey Le Canadien...

C'est tout le monde ou presque, chez cette population bigarrée et multilingue où se côtoient les 62 ethnies que compte le «pays des hommes intègres», Burkina Faso en moré, la langue des Mossis.

On dit en Afrique que la véritable classe dominante, c'est la ville. Car c'est en ville qu'est le pouvoir. C'est en ville que sont concentrés les ministères, les hôpitaux, les grandes écoles et l'université... C'est en ville aussi que réside souvent le seul espoir d'améliorer son sort...

Normal donc que le pays connaisse depuis quelques années une augmentation considérable de sa population urbaine, concentrée pour l'essentiel à Ouagadougou, siège de gouvernement depuis l'indépendance en 1960, et à Bobo-Dioulasso, l'ex-capitale à

l'époque de l'administration française. D'à peine 100 000 habitants il y a une génération, Ouaga en compte aujourd'hui plus de 400 000 et s'achemine, à la faveur d'une explosion démographique sans précédent dans l'histoire du pays, vers le million au début du troisième millénaire.

### Un pays rural

Mais l'ex-Haute-Volta demeure un pays rural: 7 de ses 8 millions d'habitants vivent toujours à la campagne. Dans ses 7 700 villages et hameaux, l'existence poursuit son cours, immuable, percée de loin en loin par quelque rencontre fortuite avec les attributs du modernisme: radio à ondes courtes, camionnette sur une piste encombrée de bétail, bicyclette dégingandée montée par un vieillard vêtu seulement d'un cache-sexe, bracelet-montre au bras d'un berger, stylo-bille dans une case sans livre, ni papier...

«Quand j'étais enfant, l'école à cinq kilomètres de mon village était à 15 kilomètres», laisse tom-

ber Hervé, un fonctionnaire faisant sur sa mobylette l'aller-retour quotidien entre le centre-ville et la petite maison de la périphérie, où il habite avec ses femmes et ses 10 enfants. «Aujourd'hui, après cinq coups d'Etat, c'est la même chose! Je suis retourné l'autre jour dans ma région natale, en pays gourousins: l'école est toujours aussi loin...»

Le pays possède en effet le plus faible taux de fréquentation scolaire au niveau primaire de toute l'Afrique, soit 18 p. cent. Au secondaire, c'est la catastrophe: seulement 2 p. cent des enfants scolarisables sont effectivement inscrits... Et bien que l'école primaire soit obligatoire et publique, la fréquentation est très faible dans les faits: 13 p. cent des filles fréquentent l'école, contre 23 p. cent des garçons... Résultat: 98 p. cent des femmes sont analphabètes!

Pas étonnant puisque le secteur de l'éducation ne reçoit que 4,2 p. cent des maigres ressources de l'Etat, soit sensiblement la part

du budget accordée à l'armée, forte de 8 000 hommes.

### Mourir d'une rougeole

Comme si cela n'était pas suffisant, l'état de santé de la population burkinabé est l'un des plus mauvais au monde. Il y a cinq ans, au début de la Révolution, on estimait qu'entre 30 et 40 p. cent des enfants d'âge préscolaire souffraient de malnutrition chronique. Soixante p. cent de la mortalité infantile, 137 pour 1 000 naissances — elle n'est que de 10 au Canada —, vient de maladies transmissibles qui pourraient être contrôlées par une bonne couverture vaccinale.

Mais le pays n'a que 125 médecins et 1 500 infirmières, soit de cinq à six fois moins que les normes de l'Organisation mondiale de la santé pour les pays d'Afrique sud-sahélienne. Le Québec, avec une population moindre, compte exactement 12 811 médecins... On comprend que dans cette contrée aux ressources limitées et au climat débilant, l'espérance de vie ne soit que de 44 ans...

Une bête de somme  
La vie des femmes est pénible. «Dans notre société, expliquait le capitaine-président Thomas Sankara, avant qu'il ne soit assassiné, en octobre dernier, par des compagnons d'armes, la femme est une bête de somme. Elle est exploitée comme une vache qui produit des petits, donne du lait, et à la force de travailler et d'offrir du plaisir. Quand elle est vieille et fatiguée, on la remplace par une autre vache.»

Les femmes, qui dans des régions entières assurent sur leurs épaules l'essentiel du transport en bois, en eau et en vivres, ont en moyenne 6,5 enfants. Dans les zones à forte migration, elles portent en plus l'entière responsabilité de l'agriculture, leurs maris étant absents la majeure partie de l'année, ouvriers agricoles dans les grandes plantations de la Côte d'Ivoire.

Des progrès ont toutefois été réalisés et leur destin a peut-être quitté pour de bon le sentier du tabou, de l'exploitation et des souffrances tuées. Signe des temps, elles sont plus présentes que jamais dans l'administration publique. Trois d'entre elles sont ministres, chose impensable avant l'avènement de la Révolution...

Une agriculture de subsistance  
L'agronome René Dumont estimait, au début de la Révolution il y a cinq ans, que le pays n'était pas en voie de développement, mais plutôt sur la pente de la destruction. Des dangers mortels menacent en effet l'agriculture.

Trois surtout, fléaux contre lesquels le gouvernement révolutionnaire a été le premier à engager une lutte effective: la coupe abusive du bois (94 p. cent de l'énergie domestique), les feux de brousse et la divagation du cheptel. Depuis quatre ans, il est interdit d'allumer des feux de brousse,



Le nouvel homme fort du Burkina Faso est le capitaine-parachutiste Blaise Compaoré, à droite, que l'on voit en compagnie du capitaine Thomas Sankara, qui a perdu la vie dans le coup d'état.

une façon millénaire de se débarrasser des herbes sèches et des serpents, tout en apportant un soupçon d'engrais à la terre. A elle seule, l'agriculture itinérante, associée aux migrations de populations agricoles, détruit plus de 50 000 hectares de forêts par an. Les experts internationaux, qui se préoccupent de la disparition inquiétante des rares forêts du pays, imputent surtout le phénomène à l'archaïsme des techniques d'exploitation du sol.

En ces temps de forte croissance démographique, provoquée par l'amélioration relative de l'état de santé des populations et de la disparition des grandes famines d'antan, les terres sont encore exploitées selon des techniques médiévales. Des centaines de milliers de paysans travaillent encore le sol à la houe, incapables de se procurer une simple char-

ruée à \$120... Le comble, c'est que jusqu'à 30 p. cent des récoltes sont détruites chaque année du fait d'une mauvaise conservation, du séchage ou des rongeurs.

S'en sortiront? S'en sortiront pas? Bien malin qui pourrait le dire... En attendant, la lutte pour la survie continue, tant dans la grande ville que dans les mornes étendues du sud Sahel, mot d'origine arabe signifiant rivage, par allusion à la véritable mer de sable qu'est le Sahara tout proche. Une lutte sans cesse renouvelée pour l'indispensable et d'où le superflu est absent. Un combat silencieux, mené jour après jour sous un soleil de plomb, où le vieux proverbe africain trouve, malgré l'apparente joie de vivre des gens du peuple, une sourde résonance: «La souffrance ne tue pas, c'est le désespoir qui anéantit l'homme».

## La quête de l'eau

On dirait que tout le feu du ciel s'est jeté sur la terre d'Afrique. Il n'est pourtant que 9 heures et les champs flambent déjà sous le souffle desséchant et torride de l'harmattan, le vent du désert. Tout est jaune, éclatant de lumière.

Un sentier ocre court dans l'immensité plane des fourrés, des taillis rachitiques et des hautes herbes qui tapissent la brousse. Sous un énorme baobab qui tend ses moignons dénudés vers le ciel éblouissant de clarté, quelques silhouettes de femmes aux seins lourds et aux ventres gonflés par d'incessantes maternités avancent.

Il y a bien une heure qu'elles marchent ainsi à la queue leu leu dans cette fournaise, imperturbables et dignes, une énorme bassine en équilibre sur la tête.

Elles transportent de l'eau, une eau brunâtre et peu ragoutante qu'elles ont puisée sur la rive fangeuse d'un marigot infesté de paludisme, en fait une simple retenue d'eau aménagée par les habitants des hameaux voisins grâce à l'aide internationale.

Quelques fillettes les accompagnent. Tout comme leur mère et les centaines de millions de femmes qui se sont succédées depuis des temps immémoriaux sur cette terre brûlée par le soleil, elles portent quelque chose sur la tête. De l'eau! Dans de grands seaux de métal qui leur donnent, à 8 ans, l'allure des bêtes de somme...

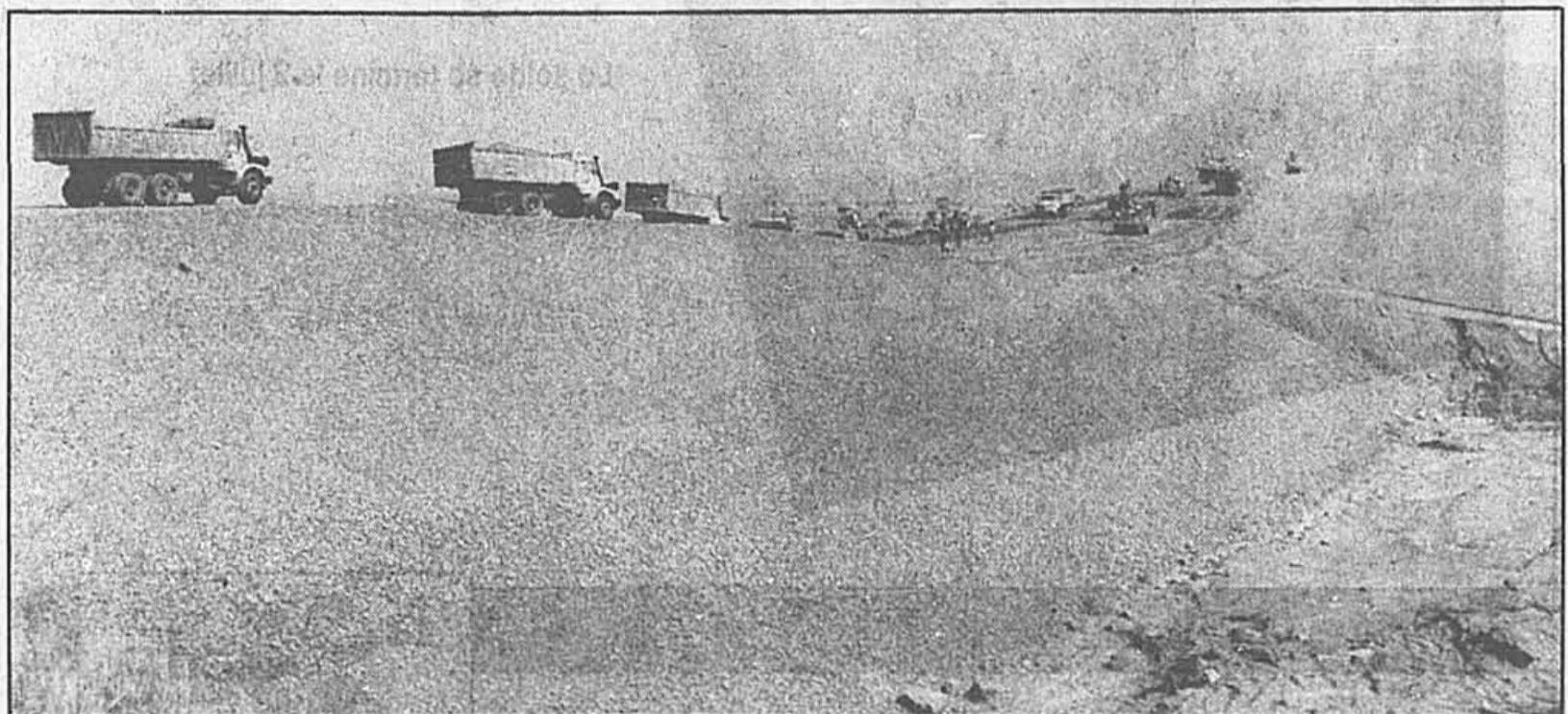
Il faut dire que depuis six mois, il n'est pas tombé une seule goutte de pluie sur le Burkina Faso, l'ex-Haute-Volta, cet envoutant pays enclavé au coeur de l'ancienne Afrique occidentale française. Et que la prochaine ne tombera pas avant un mois ou deux... Si tout va bien!

Ce sera alors l'explosion de joie! Dans la chaleur moite et oppressante, comprimée sous les lourds nuages qui viendront alors crever sur la savane, c'est en dansant que les enfants sortiront sous l'averse, ivres d'un bonheur mille fois plus intense que celui qu'éprouvent les jeunes Québécois lorsque tombe la première neige.

Mais en attendant, c'est l'hiver au Sahel et il y a belle lurette que la sécheresse ne surprend plus les sept millions de paysans dont les terres, maigres et latéritiques, subissent l'inevitable progression du Sahara tout proche.

C'est l'hiver et le soleil tape, irritablement.

Les portuses d'eau arrivent enfin à leur hameau, quelques cases circulaires aux toits de raphia, posées au petit bonheur sur la plaine, à une centaine de mètres de la piste. D'un geste las, elles posent leurs bassines sur le sol, essuient les minuscules gouttelettes de sueur qui brillent sur leur front et fixent l'horizon. Le vent soulève des tourbillons de poussière au-dessus des champs dénudés. Il fait chaud.



La Manic des Burkinabés: aménagement de la centrale hydro-électrique de la Komplenga.

# Un glissement de terrain aurait fait des centaines de morts en Turquie

Associated Press  
ANKARA

De nouveaux glissements de terrain survenus hier matin à Catak, dans le Nord-Est de la Turquie (environ 800 km d'Ankara), ont obligé les sauveteurs à interrompre leurs recherches. Au moins 100 personnes étaient toujours portées disparues après les premiers glissements de terrain qui ont eu lieu, jeudi matin. Les sauveteurs turcs et ouest-allemands, aidés de 18 chiens spécialement entraînés, avaient repris leur travail, à 7h30 (locales) hier matin, dans le village de Catak, situé dans la province de

Trabzon (l'antique Trébizonde, proche de la mer Noire), quand des rochers ont de nouveau dévalé la montagne, heurtant un camion dont le conducteur a été légèrement blessé.

Les opérations de secours avaient déjà été perturbées, durant la nuit de jeudi à vendredi, par des coulées de terres et de rocher, de faible ampleur mais incessantes. Plusieurs dizaines de camions et de bulldozers tentaient de se frayer un chemin dans une bouillie compacte de terre, rochers et débris, sous lesquels certains toits affleuraient à peine.

Le bilan de la catastrophe n'a pas encore été établi avec précisi-

on. Les journaux turcs citaient hier des chiffres variant entre 50 et 200 morts et la radio annonçait par ailleurs que 30 personnes avaient été blessées par des chutes de pierres.

«Les chiens ont trouvé trois endroits distincts où des gens ont pu être ensevelis, mais nous ne savons pas encore s'ils sont morts ou vivants», a déclaré un des membres de l'équipe de sauvetage ouest-allemande, arrivée, tôt hier matin, de Mannheim.

Un seul corps a été retrouvé jusque là. Ces glissements de terrain ont été provoqués par les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le Nord-Est de la Turquie depuis le début de la semaine.

Selon les villageois, la principale coulée, qui a englouti un restaurant, plusieurs habitations, une école fermée pendant l'été, cinq autobus et deux camions, s'est produite à 8h00 (locales) jeudi matin. «On aurait dit que quelqu'un faisait exploser de la dynamite à côté d'ici», se souvient Recep Ergain, un entrepreneur.



Un chargeur déterre un camion écrabouillé sous des tonnes de terre et de roc par suite du glissement de terrain qui a frappé le nord-est de la Turquie, faisant craindre la disparition de plusieurs centaines de personnes. PHOTO REUTERS

## « La montagne avançait vers nous... »

Agence France-Presse  
CATAK, Turquie

La montagne avançait vers nous... Elle nous tombait sur la tête, ont déclaré hier plusieurs habitants de Catak encore sous le choc du glissement de terrain qui a eu lieu jeudi et qui pourrait avoir fait jusqu'à 300 victimes, selon le Croissant Rouge, le pendant de la Croix-Rouge en pays musulman.

«J'ai entendu un grondement sourd plus impressionnant que le grondement du tonnerre dont nous avons l'habitude dans notre région, notamment ces derniers temps. Lorsque je me suis retournée, il m'a semblé que la monta-

gne s'écroulait. J'ai eu très peur», raconte Mme Nurten Takici, une habitante de Catak.

«C'était un cauchemar, je ne sais pas comment je suis encore en vie», dit-elle.

M. Bektas Yilmaz, propriétaire d'une épicerie aujourd'hui ensevelie sous l'énorme tas de terre, a indiqué qu'il était dans son épicerie lorsqu'il a entendu un bruit comme une chute gigantesque d'eau: «J'ai vu les gens courir, j'ai fait comme eux sans penser et soudain, pendant que je courais, j'ai reçu un coup terrible dans le dos. La terre qui tombait de la montagne m'a propulsé vers l'avant et c'est ainsi que j'ai été sauvé.»

Presque tous les habitants de

Catak sont là, à regarder la masse imposante de plusieurs mètres de haut qui s'est abattue sur la partie sud de leur village et coupe la route qui la traversait, allant vers Trabzon. Plusieurs des leurs ont été enterrés vivants sous l'avalanche de terre et de gravats.

Ca et là, des toits et des carcasses de véhicules sont apparents, certains écrasés, d'autres presque intacts. Un camion du quotidien à grand tirage Hurriyet est à moitié enterré. Son conducteur raconte qu'il avait remis à Trabzon (à une trentaine de kilomètres plus au nord, au bord de la mer Noire) les copies de l'édition de jeudi au distributeur et qu'à son retour, voyant que la route était bloquée, il a décidé de boire un thé dans un café bordant la route.

«Lorsque j'ai entendu le grondement terrible, j'ai pris la fuite comme beaucoup d'autres, mais certains ont été rattrapés par la terre qui s'avancait vers nous et un homme qui courait à côté de moi a été assommé par un rocher, est tombé et je ne l'ai plus revu.»

Au centre de cette scène de désolation, des femmes, aux robes longues, la tête couverte, sont assises à même la terre non loin du lieu de la catastrophe. Certaines pleurent de temps en temps, d'autres regardent dans le vide comme si elles étaient ailleurs. Ce sont les parents des disparus, dont le nombre s'élève, d'après les habitants du village, à plus d'une vingtaine.

**LA SOCIÉTÉ DE L'OSTÉOPOROSE DU CANADA**  
SECTION QUÉBEC

Si vous désirez des renseignements sur l'ostéoporose, sur le programme de dépistage précoce et sur le programme d'exercices physiques offert aux ostéoporotiques, veuillez écrire au 2170, avenue Lincoln, bureau H1 2, Montréal (Québec), H3H 2N5 ou téléphoner au (514) 935-3726.

### MAISONS D'ENSEIGNEMENT

**ÉCOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE EN HYPNOTISME**

**HYPNOSE**  
SESSION INTENSIVE D'ÉTÉ  
Devenez HYPNOTHÉRAPEUTE DIPLÔMÉ(E)

Les cours sont dispensés à l'université du Québec

Contenu:

- Psychiatrie clinique
- Psychologie du développement
- Behaviorisme
- Introduction à l'hypnose
- Hypnose: approches et méthodes
- Hypnothérapie I et II

DÉBUT 4 juillet 1988  
supervision et pratique clinique  
INSCRIPTION IMMÉDIATE  
381-7038  
Nombre de places limité  
8344, rue St-Denis  
Montréal H2P 2G8

**Apprenez l'espagnol**  
Cours intensif (4 fois par semaine)  
Début: 4 juillet  
Heures: de 18h à 21h ou de 14h à 17h  
Coût: 1155 pour 45 heures

Solidarité Québec Amérique latine  
842-2463

**APPRENEZ LA TENUE DE LIVRES EN 4 SEMAINES SEULEMENT**

**VOUS GAGNEREZ SÛREMENT PLUS EN TANT QUE TENEUR DE LIVRES**

Comptabilité pratique ENSEIGNÉE PAR DES COMPTABLES AGRÉÉS. Choix des classes matin, soir, samedi.

Leçon d'introduction GRATUITE  
Service de placement GRATUIT

AUSSI NOUVEAU COURS DE TENUE DE LIVRES SUR MICRO-ORDINATEUR!

**ÉCOLE COMMERCIALE LONDON**  
Métro Snowdon Permis 749767  
733-5217 ou 733-8261

**COURS EN ROBOTIQUE INDUSTRIELLE ET SYSTÈMES AUTOMATISÉS** PROGRAMME COLLEGIAT 900.03

- Admissible aux Prêts et Bourses.
- Attestation d'études collégiales.
- Prolongation des prestations d'Assurance-chômage jusqu'à 104 semaines.
- Début des cours: 29 août 1988.

**POUR RENSEIGNEMENTS: (514) 328-6819**  
du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30

**Formatrad!**  
5055, Métropolitain est  
Suite 102, St-Léonard H1R 1Z7 Permis #749807

- Cours offerts par des professionnels en formation industrielle.
- Le seul cours complet en robotique industrielle offert en un an intensif à prix abordable.
- Possibilité de stages en industries.
- Service de placement.
- Formation théorique et pratique.

**un été «en art» au centre des arts visuels**

**COURS DE 4 SEMAINES** — du 4 au 27 juillet, les lundi et mercredi de 19 h à 22 h.

**CÉRAMIQUE** — Raku, tournage, céramique pour spécialistes en réadaptation.

**BEAUX-ARTS** — Aquarelle en plein air, dessin et couleur, art et ordinateur.

**TEXTILES** — Couleur et ordinateur: atelier pour tisserands donné par OLIVIER MASSON de France, créateur du programme Point Carré couleur.

**DEPT. JEUNESSE** — Sessions de 2 semaines du 28 juin au 18 août. Exploration, voir et apprendre: 4-5 ans et 6-8 ans. Peinture et dessin: 9-12 ans et 13-16 ans. Découverte de l'argile, dessin animé sur ordinateur: 11-16 ans.

**CAMP DE JOUR** — Arts et sports, sessions hebdomadaires: du 27 juin au 19 août, âges 6-13.

**INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT: 488-9558**  
350, Victoria, Montréal H3Z 2N4 (métro Vendôme)

Organisme sans but lucratif, subv. en partie par le ministère des Affaires culturelles, permis 749536 — Loi sur l'enseignement privé, ministère de l'Éducation.

**COURS DE COMMUNICATION**

Comment accroître l'efficacité de sa communication  
Que pratique-t-on dans ce cours?

- La capacité d'être là, présent, alin d'agir ou de ne pas agir, à volonté. Maîtriser son attention.
- Comment augmenter sa patience, son sang-froid, l'affinité pour l'autre.
- Parler avec naturel et aisance.
- Augmenter la confiance en soi.
- L'Art de communiquer.

**COURS: 67.50\$** RENSEIGNEMENTS: 527-2401  
Cahier d'exercice inclus

**CENTRE DE DIANÉTIQUE™ HUBBARD DE MONTRÉAL INC.**

Copyright 1988 ESM, tous droits réservés. Dianétique, Scientologie™ et Hubbard sont des marques de Commerce déposées par le Centre de Technologie Religieuse et l'Église de Scientologie de Montréal est un établissement enregistré de ces marques de Commerce.

**CLASSIQUES ET ACTUELLES!**

# LES PERLES

**30% DE RABAIS**

TOUTES NOS PERLES D'EAU DOUCE ET PERLES DE CULTURE PLUS DE CHARMANTS BIJOUX À PERLES MABÉ

Voilà le bon moment de choisir le cadeau de la future mariée ou le présent des occasions spéciales, ou encore de vous faire enfin plaisir tout en économisant. Quelques articles sont des pièces uniques. Les perles sont montées sur or 10C et 14C. Nos colliers mesurent de 41 à 76 cm. Les bagues sont en or 14C. Les pendentifs et boucles d'oreilles sont offerts dans une vaste gamme de modèles et de dessins. Les bracelets mesurent environ 18 cm. Les photos sont agrandies pour accentuer les détails des bijoux. Ord. 175 à 2 000\$

**11,90 à 1400\$**  
Achat en magasin seulement. Le choix varie selon le magasin.  
Bijoux de qualité, rayon 233

**Le solde se termine le 2 juillet**

**la Saie**